

RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE 2009

A – ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER

B – RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

C – COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2009

I – BILAN

II – COMPTE DE RESULTAT

III – ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

IV – TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

D – COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2009

I – BILAN CONSOLIDE

II – COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

III – TABLEAUX ANNEXES : RESULTAT GLOBAL, TABLEAU DE VARIATION
DES CAPITAUX PROPRES, TABLEAU DES FLUX FINANCIERS

IV – ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

E – TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

F – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES
SOCIAUX

G – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES
CONSOLIDES

H - PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2009

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL 2009

Je soussigné, Stéphane MAGNAN, Président et Directeur Général, atteste :

- qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation,
- que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Stéphane MAGNAN



INFORMATIONS SUR LA VIE ÉCONOMIQUE, JURIDIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DE L'ENTREPRISE

INFORMATIONS SUR LA VIE ÉCONOMIQUE DE L'ENTREPRISE

PRINCIPALES ACTIVITÉS ET PRODUCTIONS

MONTUPET conçoit et fabrique des pièces et équipements destinés à l'industrie automobile :

- des pièces pour les moteurs, brutes ou usinées : culasses, bloc-cylindres, collecteurs d'admission,
- des roues usinées et peintes,
- des pièces de structure, de liaison au sol et de freinage, brutes ou usinées,
- une partie des outillages nécessaires à sa production.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET RÉSULTATS

En application du règlement n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, ces comptes consolidés sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2009.

CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS (EN MILLIONS D'EUROS, EN NORMES IFRS)

En M€	2009	2008 retraité ⁽¹⁾	2008 publié
Chiffre d'affaires des activités poursuivies	204,4	324,8	395,5
Chiffre d'affaires des activités poursuivies et des activités arrêtées ou à céder	260,6	466,90	
- à métal et change constants	284,5	-	
Résultat opérationnel courant des activités poursuivies	(19,6)	6,6	28,5
Résultat net « part du groupe »	(16,2)		(0,8)
Marge brute d'autofinancement	1,9		33,8
Endettement financier net	86,0		103,0
Capitaux propres	125,8		135,5
Endettement financier net / capitaux propres	0,7		0,8
Investissements corporels	18,2		42,1

(1) Retraitement des activités de la filiale canadienne et de la filiale CALCAST (sous-groupe Royaume-Uni) présentées dans les activités poursuivies au 31.12.2008.

Chiffre d'affaires et résultats opérationnels courants / résultat des activités arrêtées ou à céder par zone en normes IFRS

(CONTRIBUTIONS AUX CA ET RO consolidés) (en M€)

Les sous-traitances internes au groupe étant réaffectées à leur source

EN M€	CHIFFRES D'AFFAIRES					RÉSULTATS OPÉRATIONNELS COURANTS			
	2009	2008 retraité	Évolution	Évolution à taux de change constant	Évolution à taux de change et métal constants	2008 publié	2009	2008 retraité	2008 publié
Activités stratégiques									
France & Belgique (hors roues)	86,2	145,1	(41 %)	(41 %)	(34 %)	145,1	(11,6)	0,3	0,3
sous-groupe Royaume-Uni	56,4	83,2	(32 %)	(28 %)	(24 %)	83,2	(1,4)	1,7	1,7
Mexique	20,4	40,2	(49 %)	(52 %)	(43 %)	40,2	0,6	3,7	3,7
Espagne	34,9	56,3	(38 %)	(38 %)	(35 %)	56,3	(3,6)	0,9	0,9
Bulgarie	6,5	0,0	-	-		0,0	(3,5)	0,0	0,0
Canada ⁽¹⁾	0,0					61,7			23,4
CALCAST (sous-groupe Royaume-Uni) ⁽¹⁾	0,0					9,0			(1,5)
TOTAL « ACTIVITÉS STRATÉGIQUES », « CHIFFRES D'AFFAIRES » ET « RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT » IFRS	204,4	324,8	(37 %)	(36 %)	(29 %)	395,5	(19,6)	6,6	28,5
Activités arrêtées ou à céder									
Canada	0,0	61,7	(100 %)	(100 %)	(100 %)		(4,6)	23,4	
CALCAST (Royaume-Uni)	1,8	9,0	(80 %)	(100 %)	(85 %)		(0,9)	(1,5)	
Outillage roues (BS TOOLING (Royaume-Uni))	0,0	0,0				0,0	0,0	3,1	3,1
Roues (FRANÇAISE DE ROUES SAS)	54,4	71,4	(24 %)	(24 %)	(14,5 %)	71,4	(1,6)	(27,4)	(27,4)
TOTAL « ACTIVITÉS ARRÊTÉES » - INCLUS EN « RÉSULTAT DES OPÉRATIONS ARRÊTÉES OU CÉDÉES » IFRS	56,2	142,1	(59 %)	(46 %)	(63 %)	71,4	(7,1)	(2,4)	(24,3)
TOTAL « ACTIVITÉS STRATÉGIQUES » & « ACTIVITÉS ARRÊTÉES »	260,6	466,9	(44 %)	(44 %)	(39 %)	466,9	(26,7)	4,2	4,2

(1) Retraitement des activités de la filiale canadienne et de la filiale CALCAST (sous-groupe Royaume-Uni présentées dans les activités poursuivies au 31/12/2008).

Ce tableau montre une diminution du chiffre d'affaires de 37 % des activités stratégiques et de 44 % de la totalité du chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'exercice contre 49 % sur le seul premier semestre.

Ceci met en évidence une remontée progressive des volumes sur le second semestre.

La Marge Brute d'Autofinancement négative de 9,6 M€ au 30 juin redevient positive à + 1,9 M€ sur l'exercice. La MBA du second semestre est à + 11,5 M€ malgré la baisse du volume et un mix défavorable influencé par les primes à la casse.

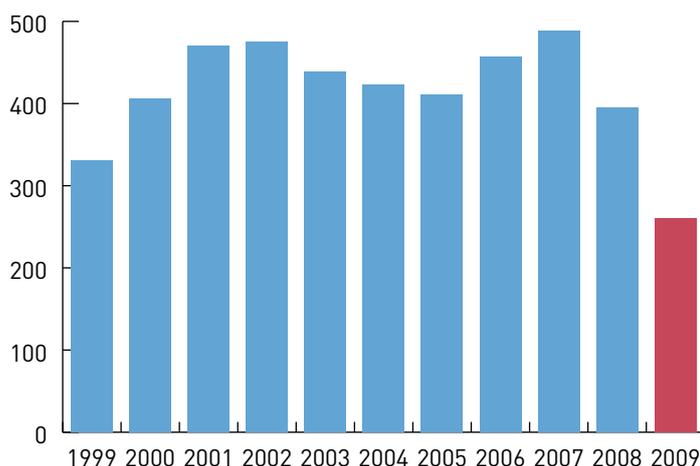
Le résultat opérationnel de - 17 M€ au 30 juin revient à - 2 M€ sur le second semestre. Le résultat net de - 16,2 M€ sur l'exercice (- 14 M€ au premier semestre) est constitué de - 5,7 M€ pour les activités arrêtées dans l'exercice ou à céder (roues) et - 10,5 M€ pour les activités stratégiques. L'activité roues s'est redressée de façon spectaculaire grâce à une amélioration de la productivité, à la quasi-disparition des amortissements et à une facturation des frais de structure conforme aux frais réels.

L'évolution de ces chiffres montre la pertinence des mesures prises par MONTUPET pour résister à la violence sans précédent de la crise automobile :

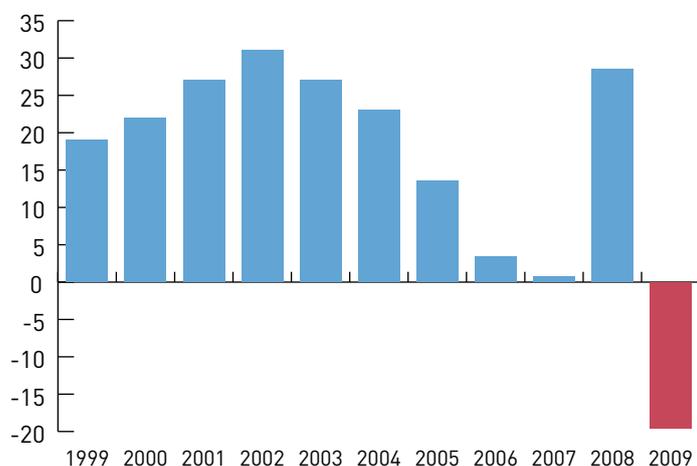
- restructuration de la dette bancaire par le report de trois ans des échéances (environ 120 M€ de lignes de crédit),
- amélioration de la trésorerie par action sur tous les postes du BFR, et par les versements anticipés par l'État (6 M€), du crédit d'impôt recherche et du « carry-back » correspondant respectivement à l'exercice 2008 et à l'exercice 2007,
- baisse de moitié des investissements par rapport au rythme des années précédentes et réemploi des équipements partout où cela était possible,
- baisse des effectifs de 30 % et recours important au chômage partiel en France.

Aujourd'hui, même si les capacités existantes ne sont pas toutes utilisées, le dispositif industriel de MONTUPET est bien équilibré par rapport à l'attente des constructeurs avec quatre usines en France et en Espagne et trois usines « low cost » au Mexique, en Bulgarie et au Royaume-Uni. La FONDERIE DU POITOU rachetée le 31 décembre 2009 permet de conforter la relation stratégique avec RENAULT et d'acquérir de la capacité à moindre coût.

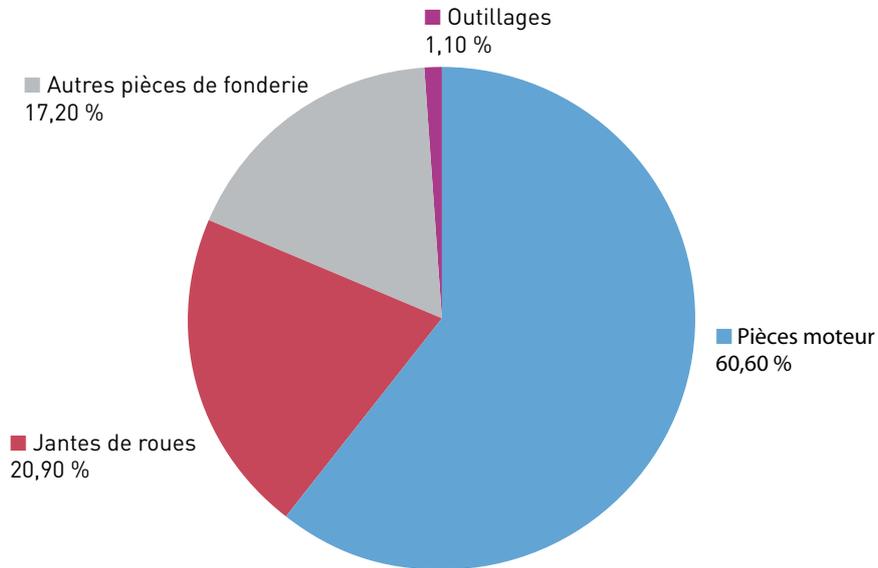
Chiffre d'affaires consolidé avec les activités arrêtées ou à céder (en M€) (en normes IFRS à partir de 2004)



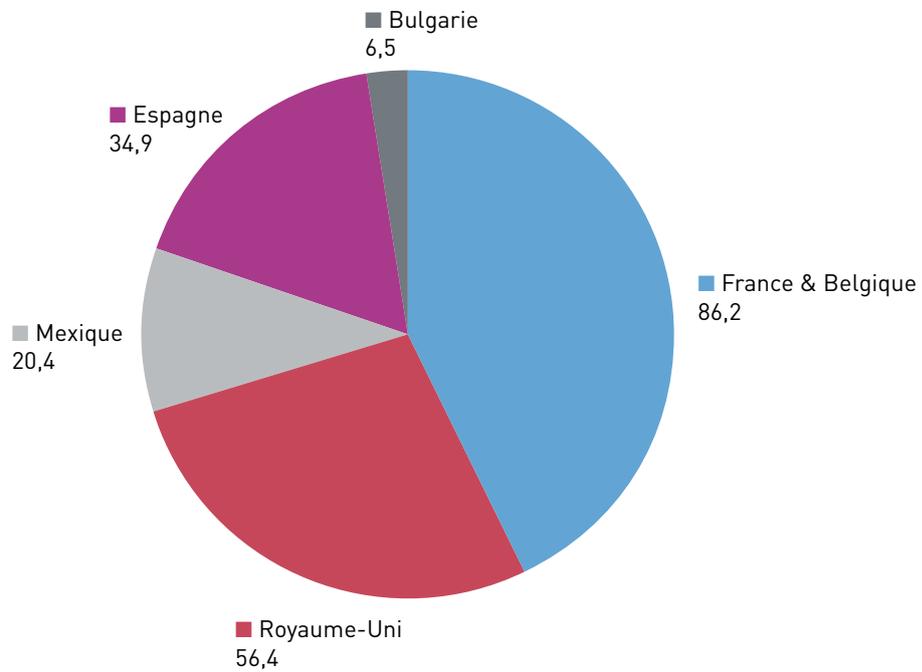
Résultat opérationnel courant consolidé des activités stratégiques (en M€) (en normes IFRS à partir de 2004)



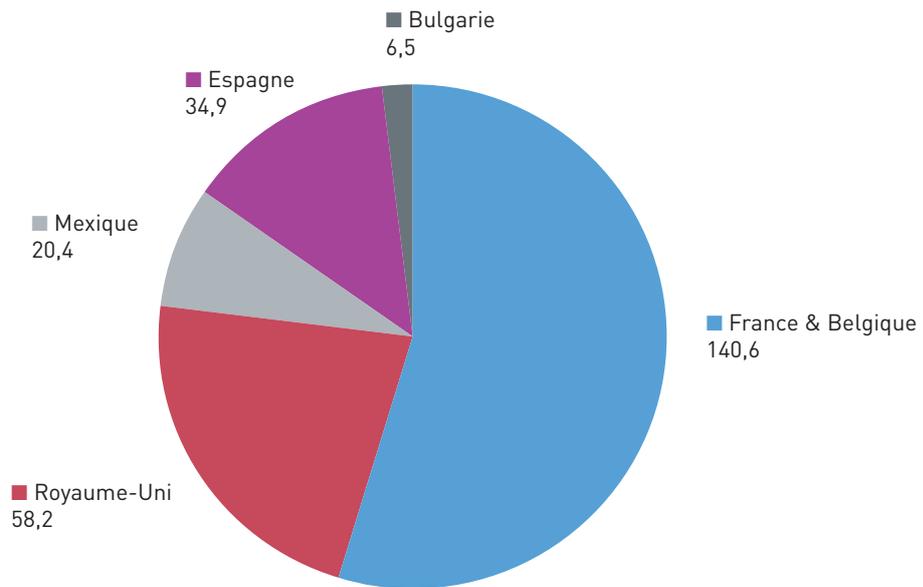
Chiffre d'affaires consolidé par type de produit (en %) avec les activités arrêtées ou à céder



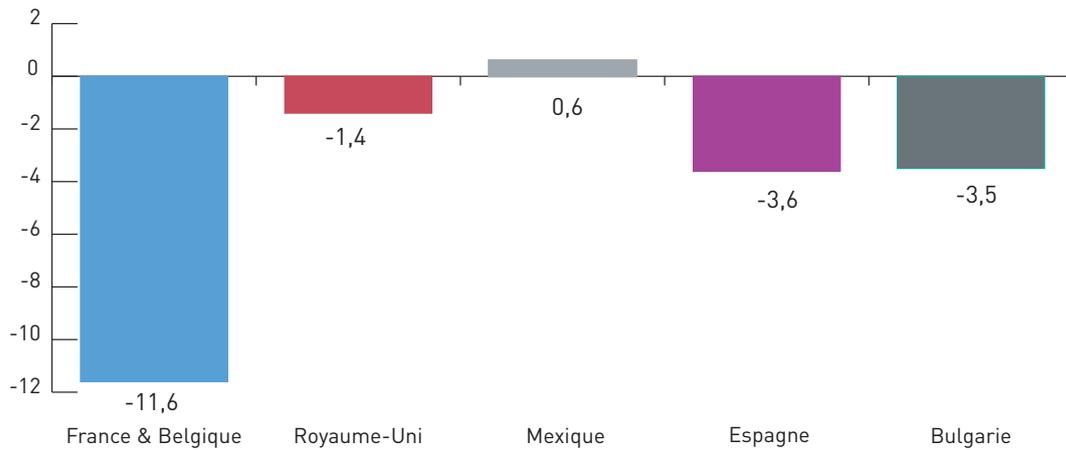
Chiffre d'affaires consolidé par zone géographique (en M€) - Activités stratégiques



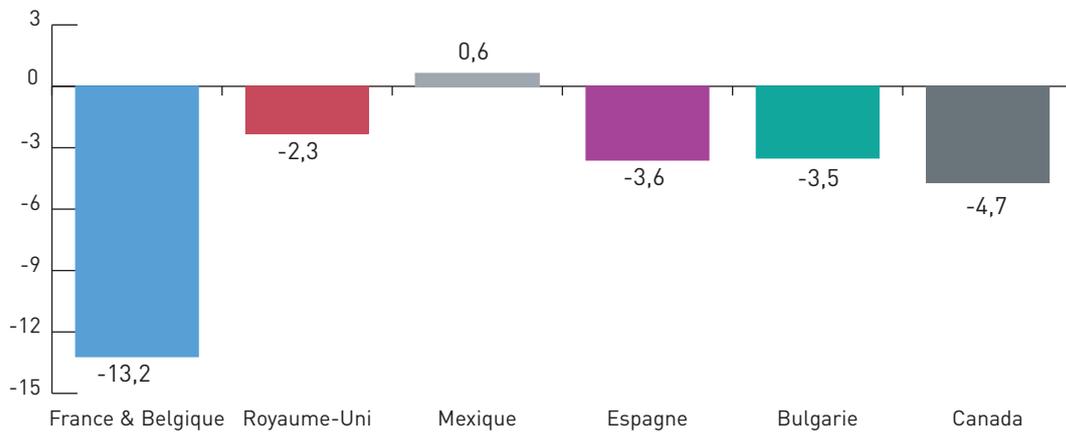
Chiffre d'affaires par zone géographique (en M€) avec les activités arrêtées ou à céder



Résultats opérationnels courants par zone géographique (en M€) des activités stratégiques



Résultats opérationnels courants par zone géographique (en M€) avec les activités arrêtées ou à céder



En France (hors roues) l'activité des usines a été doublement affectée par la baisse des immatriculations et la réduction des stocks tout au long de la chaîne logistique automobile. Après un premier trimestre extrêmement faible, les appels de livraisons se sont redressés progressivement sur les culasses des « petits » moteurs et sur les pièces de liaison au sol, apportant, en particulier à l'usine de Châteauroux, une meilleure dynamique. C'est le recours massif au chômage partiel qui a permis d'ajuster partiellement le volume d'heures travaillées à cette situation exceptionnelle. A Laigneville, un accord sur l'organisation du travail a été trouvé avec les instances représentatives du personnel, permettant d'améliorer la compétitivité du site à partir de 2010.

L'année 2009 a aussi été mise à profit pour réaliser un effort particulier de formation et pour renforcer la maîtrise sur les processus de production, améliorant partout le taux de « bon du premier coup ».

Les deux fabrications de l'usine de Belfast ont connu des sorts contraires : la culasse du moteur Diesel FORD de 2 litres et plus, selon les versions, n'a été produite qu'à la moitié des volumes de l'année précédente, tandis que la culasse du moteur Diesel PSA « DV 1,6 litre » bénéficiait du dynamisme du marché des véhicules de gamme moyenne et inférieure, et voyait sa production ne baisser que très légèrement. Les ajustements d'horaires et de salaires négociés avec les représentants du personnel, ainsi qu'un plan de 50 licenciements, ont permis d'adapter l'organisation et le personnel aux circonstances.

Parallèlement deux carrousels de moulage, disponibles dans l'ancienne usine de Calcast, ont été réinstallés dans l'usine de Belfast, en vue de la production de la nouvelle culasse du moteur essence FORD « Sigma », pour un démarrage à fin 2010.

En Espagne l'activité était en 2009 en retrait de 35 % par rapport à 2008. L'usine a malgré tout préparé l'avenir en gérant une forte évolution de son mix produit vers des pièces à plus forte valeur ajoutée, telles que les corps de turbocompresseurs ou les corps de vanne de recyclage des gaz d'échappement. Ces composants, en forte croissance, contribuent à la réduction de la cylindrée et des émissions des nouveaux moteurs.

Avec l'appui des usines « ouest-européennes », l'unité bulgare a poursuivi sa croissance en démarquant quatre nouveaux produits et en ajoutant deux nouveaux constructeurs à la clientèle de série du Groupe : AUDI pour les culasses du moteur V6 et BMW pour la culasse du moteur de la Mini. Le tonnage mensuel est progressivement passé de 20 à 200 tonnes.

Après une pleine année de production, l'usine a reçu les certifications ISO/TS 16949 pour la Qualité et ISO14001 pour la préservation de l'environnement.

L'unité mexicaine s'est correctement adaptée à la faible charge de 2009, en retrait de 40 % par rapport à 2008. Elle a préservé sa productivité et préparé les nouvelles productions pour GM et pour DAEWOO.

L'activité « Roues » a été apportée en 2009 à la filiale SAS FRANÇAISE DE ROUES. Elle a poursuivi son redressement en termes de qualité et productivité, et a moins souffert de la crise que le secteur des culasses, puisque le volume livré n'est en retrait que de 15 % par rapport à 2008.

Le mix produits a évolué vers des roues à plus forte valeur ajoutée.

Le projet de cession de la filiale, à un groupe capable de lui apporter l'ouverture internationale nécessaire, a été poursuivi. Il s'est accéléré en 2010 au travers de discussions sérieuses avec le Groupe indien DELTRONIX.

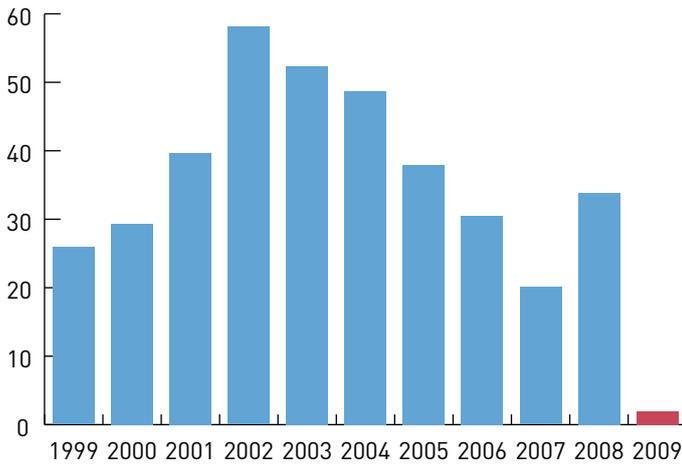
INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENT

Par suite de la baisse de moitié des investissements et du réemploi systématique des équipements MONTUPET a investi 18,2 millions d'euros en 2009 (contre 42,1 millions d'euros en 2008) dont 6,8 millions d'euros en Bulgarie, 3,5 millions d'euros au Royaume-Uni, 3,3 millions d'euros au Mexique, 2,4 millions d'euros en Espagne, 2,2 millions d'euros en France.

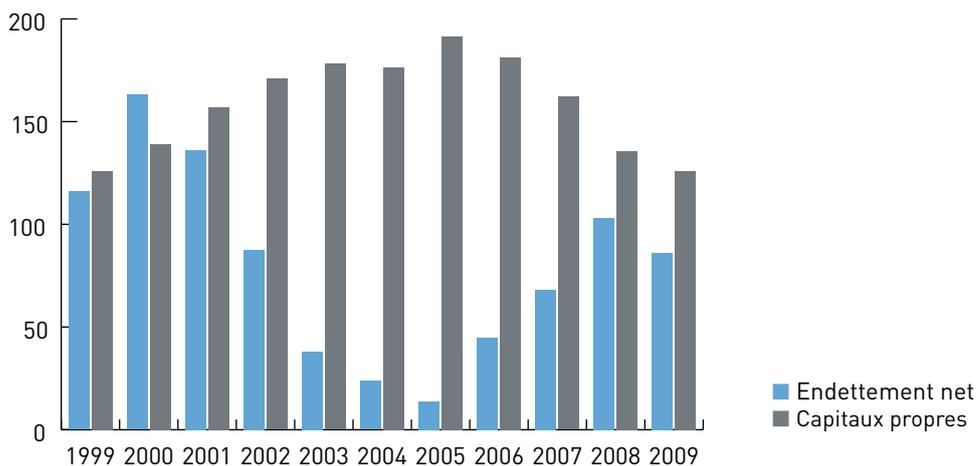
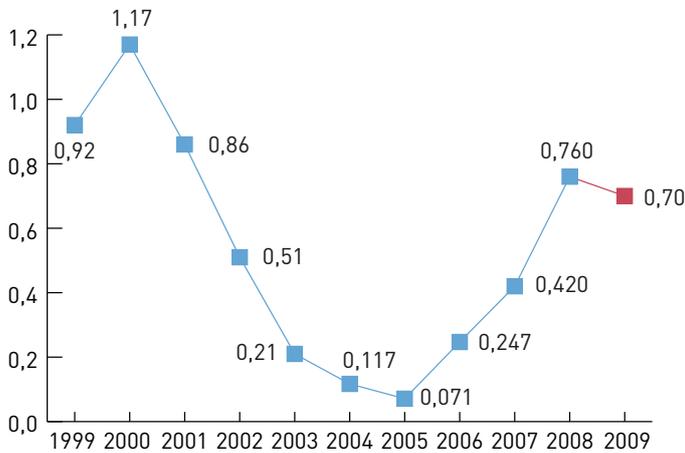
Le Besoin en Fonds de Roulement s'est réduit de 30,7 M€.

En conséquence l'endettement net diminue de 17 millions d'euros et le ratio dettes nettes/capitaux propres passe de 0,8 à la fin de l'exercice 2008 à 0,7.

Marge brute d'autofinancement (en M€) (en normes IFRS à partir de 2004)



Ratio endettement net / Capitaux propres (E/C)



PERSPECTIVES

On voit se généraliser chez les motoristes la tendance à la miniaturisation et à l'augmentation de la performance des moteurs. De plus, de nouvelles fonctions sont intégrées à la culasse : collecteurs d'admission et d'échappement, vanne EGR. Ceci nécessite des culasses encore plus complexes sur les plans dimensionnel et métallurgique, domaines d'excellence de MONTUPET.

En conséquence, MONTUPET qui a déjà des commandes importantes pour ces nouveaux moteurs, va bénéficier de nombreuses opportunités de développement dans les quatre prochaines années. Dans un premier temps, ces commandes satureront l'outil de production existant avant une reprise des investissements de capacité à partir de 2013 en utilisant un cash-flow restauré et donc une nouvelle faculté d'endettement, ainsi que le produit de la vente des immeubles vacants. Le démarrage satisfaisant de la Bulgarie dans le contexte difficile de six pièces à mettre au point simultanément est un garant du potentiel de MONTUPET à rentabiliser la production des volumes élevés de son plan de charge.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

CHIFFRE D'AFFAIRES DU PREMIER TRIMESTRE 2010

(contribution au CA consolidé, en K€)

A FIN MARS	2010	2009	Variation
Activités poursuivies et à céder (roues)	90 903	55 278	64 %
Avec les taux de change 2009	91 236	55 278	65 %
Avec les taux de change et le métal 2009	92 865	55 278	68 %
Écart lié à la variation de change	(333)	-	
Écart lié à la variation de métal	(1 629)	-	
Activités poursuivies stratégiques (sans les roues)	76 649	43 228	77 %
Activités poursuivies y compris POITOU ALUMINIUM	97 990	43 228	127 %
CHIFFRE D'AFFAIRE SOCIAL MONTUPET SA	51 499	27 707	86 %

L'activité du premier trimestre 2010 s'est considérablement redressée par rapport au premier trimestre 2009. Cette tendance très prometteuse persiste et s'amplifie au mois d'avril et dans les prévisions de mai - juin.

Au cours du premier trimestre 2010, il n'y a eu ni opération ni événement importants.

Au niveau financier, la situation à l'intérieur des lignes de crédit est très tendue du fait de l'augmentation très importante du besoin en fonds de roulement - suite à la forte augmentation du chiffre d'affaires et à l'augmentation rapide de l'aluminium - qui pourrait dans quelques mois nous faire atteindre le plafond d'endettement autorisé par les banques.

Face à cette situation, nous avons entrepris de négocier avec ces mêmes banques un réaménagement de la convention de crédit pour nous donner plus de souplesse (covenants, remboursements). Nous pensons être en mesure de donner plus de précisions sur le résultat de ces négociations dans le communiqué relatif au deuxième trimestre 2010.

D'autre part, nous agissons afin de réduire les décalages de paiements des clients liés à leur volonté d'améliorer leur trésorerie. Nous décalons au maximum tous les investissements possibles. Enfin, nous demandons le paiement de certains outillages en avance, le volume d'outillages étant exceptionnellement élevé pour cette année.

Le résultat opérationnel s'est très nettement amélioré par rapport à celui du premier trimestre 2009, en ligne avec la croissance du chiffre d'affaires. Quant au cash-flow, sa substantielle amélioration ne suffit néanmoins pas à financer à la fois un lourd projet d'investissements et une croissance exceptionnelle du BFR.

INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT AUX FOURNISSEURS

En application de l'article L. 441-6-1 du Code de Commerce, nous vous communiquons les informations suivantes :

- Les filiales représentent plus de 50 % du solde des comptes fournisseurs, payées à 45 jours fin de mois ou 30 jours fin de mois pour MONTUPET EOOD, ou par ajustement de compte courant (MONTUPET UK, MONTIAC, FRANCAISE DE ROUES SAS).
- Les fournisseurs externes au groupe MONTUPET représentent un solde de 13.520.480 euros, ventilés comme suit :
 - solde inférieur à 15 jours : 6.696.054 euros (49 % du solde),
 - échéance entre 15 et 30 jours : 1.228.380 euros (9 % du solde),
 - échéance entre 30 et 60 jours : 5.533.821 euros (41 % du solde),
 - échéance supérieure à 60 jours : 62.213 euros (moins de 1 % du solde).

ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

En 2009 les dépenses de R&D du Groupe se sont élevées à 10.645 K€, ces chiffres n'incluant que les dépenses éligibles au Crédit d'Impôt Recherche pour les sociétés françaises. Le Crédit d'Impôt Recherche a généré un crédit d'impôt de 3.429 K€. En outre, les nouveaux investissements se sont élevés à 1.800 K€ (en France, partiellement subventionnés).

Cette activité se décompose en recherche appliquée d'une part et en développement et mise au point des futures productions d'autre part. La politique de Recherche vise à conforter le leadership technique de MONTUPET pour :

- la conception avec les clients des futurs produits,
- les process et les moyens de production associés, incluant des progrès en matière de sécurité, d'ergonomie et d'environnement.

Les sujets traités portent sur l'utilisation pour notre activité de nouveaux moyens scientifiques tels que la tomographie ou divers logiciels de simulation mathématique, sur les procédés de fabrication des outillages et des pièces de fonderie, enfin sur les produits eux-mêmes.

En 2009, les axes sur lesquels ont porté les travaux de recherche et développement en France, objet du crédit d'impôt, sont le développement de nouvelles culasses et procédés associés, l'amélioration du banc de fatigue thermique, le développement de nouveaux alliages, l'amélioration des outils de simulation, l'amélioration des procédés de noyautage, le développement du carter du nouveau véhicule électrique, le développement de la supervision du procédé de coulée basse pression.

Les axes des travaux de R&D à l'étranger visent le développement de nouvelles culasses, et d'un nouveau processus de production basé sur le moulage par gravité pour la fabrication de pièces de freinage et turbo compresseur de haute technologie.

Les frais de recherche et développement ont été engagés à hauteur de 8,4 M€ par MONTUPET SA et FRANÇAISE DE ROUES (dépenses éligibles au CIR), de 0,73 M€ par MONTUPET UK, 0,73 M€ par MONTUPET EOOD, 0,59 M€ par ALUMALSA et 0,2 M€ par MONTIAC.

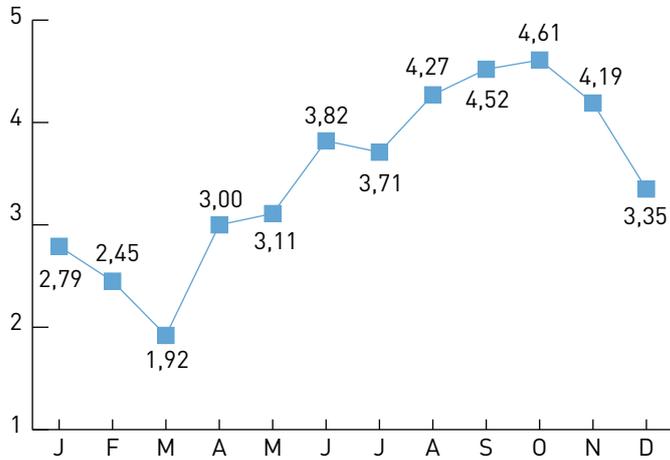
Le budget 2010 affecté à la Recherche s'établit à 4,8 millions d'euros. Le marché exigeant des culasses de plus en plus performantes, plus petites et plus sollicitées, ce budget inclut notamment un vaste projet de 2,2 M€ de R&D en France à Laigneville qui vise à améliorer la granulométrie et la régularité du sable utilisé lors de la fabrication du moulage des culasses, dont le noyau réclame des moulages en sable et résine de plus en plus complexes. Ce sable sera régénéré et recyclé sur le site.

En outre, le budget affecté au développement de nouvelles pièces s'établit à 14,4 millions d'euros hors investissements (1,9 million d'euros). Il ne comprend pas le budget de la nouvelle entité FDPA

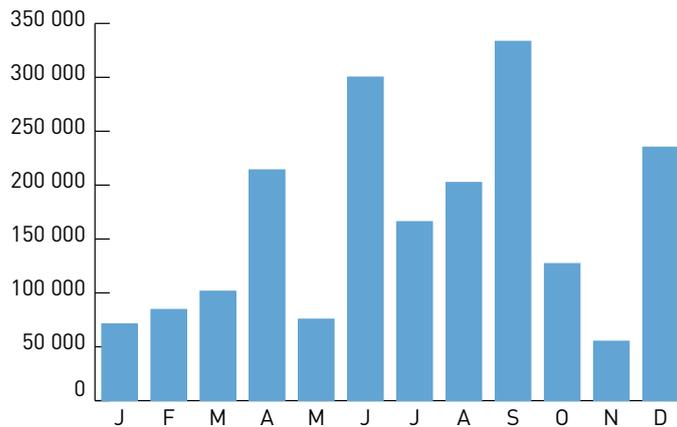
ÉVOLUTION BOURSIÈRE DU TITRE

Code ISIN FR 0000037046
Négociation : premier marché

Action MONTUPET SA - Cours moyen mensuel pondéré de clôture



Volumes échangés mensuellement (nombre d'actions)



	CAC 40	MONTUPET SA
Ouverture de l'année	3 240,75	3,49 €
Cours de clôture le plus haut	3 976,92	5,16 €
Cours de clôture le plus bas	2 465,46	1,58 €
Clôture de l'année	3 936,33	3,13 €
Variation par rapport au cours de clôture du dernier jour de cotation de l'année 2008	+ 21,40 %	(12,07 %)
COURS MOYEN DE LA PÉRIODE	3 346,44	3,67 €

INFORMATIONS SUR LES RISQUES

RISQUE DE TAUX

MONTUPET ne réalise pas d'opération de couverture, et aucune opération n'est actuellement couverte. Tous les emprunts du groupe sont spécifiés à taux variable.

RISQUE DE CHANGE

Le groupe a réalisé un profit de change net de 2.250 K€ en 2009 (contre une perte de change nette de 1.467 K€ en 2008).

I – Risque de change sur les sociétés situées en zone euro

Les pertes et gains de change de MONTUPET SA proviennent principalement des créances et dettes libellées en devises envers les clients et les fournisseurs. MONTUPET SA a réalisé une perte de change nette de 264 K€ en 2009 (contre un profit de 459 K€ en 2008).

Peso Mexicain

MONTUPET SA paie en pesos mexicains (MXN) les frais de fonctionnement que sa filiale mexicaine MONTIAC SA de CV lui refacture dans le cadre de son contrat de « maquiladora », soit 148.683 KMXN au titre du contrat en 2009 (soit 7.876 K€). L'effet de change a été défavorable à MONTUPET SA, le MXN s'étant apprécié de 3,94 % à fin décembre 2009 par rapport à 2008.

Dollar US

MONTUPET SA vend en US \$ la production de MONTIAC SA de CV, dont elle est propriétaire. Le chiffre d'affaires s'est établi à 20.440 K€ dans ses livres (13 % du chiffre d'affaires de MONTUPET SA). Le cours moyen de l'USD s'est déprécié de 1,64 % en 2009.

Dollar Canadien

Il n'existe pas de risque de change sur la créance de 8.227 K€ de MONTUPET LIMITEE envers MONTUPET SA, cette créance étant destinée à être transformée en dividende.

Il ne subsiste plus de risque de change sur les titres de participation, dont le solde chez MONTUPET SA s'établit à 213 €.

Lev Bulgare

Il n'existe pas de risque de change, le Lev étant lié à l'euro.

Yuan Chinois

Le capital social de CHANGZHOU MONTUPET AUTO PARTS Ltd est libellé en yuans, générant un risque de change sur la valeur des titres de participation détenus par MONTUPET SA pour 4.128 K€ hors provision dans ses livres. Cependant, le risque sur cette devise est sensiblement proche du risque sur l'USD, compte tenu de l'indexation du yuan sur un panier de monnaies où figure très majoritairement l'USD.

MONTUPET SA encourt un risque de change sur le prêt de 1.544 KUS\$ consenti à sa filiale chinoise figurant pour 1.074 K€ dans ses livres fin 2009.

II – Risque de change sur les sociétés situées hors zone euro

Irlande-du-Nord

En 2009, MONTUPET UK a vendu environ 52 % de sa production en GBP et 48 % en euros à MONTUPET SA, mais le prix de vente en euros au client final varie contractuellement en fonction de la parité €/GBP, et ses achats en euros ont représenté environ 80 % des ventes en euros.

MONTUPET UK n'a pas réalisé en 2009 d'opérations d'achat à terme de GBP contre euros.

Le cours moyen de la GBP s'est apprécié de 12 % en 2009. Cette appréciation lui est commercialement défavorable et négative ou neutre sur son résultat, et son résultat et ses actifs (la GBP s'étant appréciée de 8 % à fin décembre 2009 par rapport à 2008) sont majorés dans les comptes consolidés présentés en euros.

MONTUPET UK encourt un risque de change sur un emprunt de 3.492 K€ (hors intérêts) souscrit auprès de MFT-MONTUPET Snc.

GESFITEC UK disposant de fonds inactifs libellés en euros, les a avancés à MONTUPET SA, pour un montant total de 4.520 K€ au 31 décembre 2009, incluant les intérêts échus.

Mexique

Les équipements de structure sont achetés par MONTIAC essentiellement en US \$; une baisse du MXN surenchérit donc ces investissements et leur amortissement (les équipements d'outillage de production de MONTIAC sont la propriété de MONTUPET SA généralement acquis par elle en euros).

MONTIAC refacture à MONTUPET SA ses frais de production en MXN et n'encourt donc pas de risque de change, reporté sur MONTUPET SA. Cependant, la marge de 5 % sur cette facturation et la commission sur le chiffre d'affaires constituant son résultat sont dégradés, le cours moyen du MXN s'étant déprécié de 15 % en 2009. Ses actifs se sont légèrement appréciés dans les comptes consolidés présentés en euros, (le MXN s'étant apprécié de 4 % à fin décembre 2009 par rapport à 2008).

Bulgarie

Les opérations sont réalisées en Leva ou en euros et ne génèrent pas de risque de change.

Chine

Il n'existe pas de risque de change sur les fonds reçus en capital versés en USD et les dépenses en Yuans (en quasi-parité avec l'USD). Ce site n'a pas réalisé d'opération en 2009 et ne sera pas mis en service.

RISQUE DE CRÉDIT

Une Convention de Crédit signée en 2009 entre MONTUPET SA et un pool bancaire assure le financement des besoins généraux de MONTUPET SA par un crédit à terme de 82.650 K€, un crédit revolving de 36.900 K€ et un découvert autorisé de 1.000 K€.

Ce financement est consenti sous la condition de respecter, sur la base des comptes consolidés, les ratios suivants :

	Au 31.12.2009	Au 30.06.2010	Au 31.12.2010	Au 30.06.2011	Au 31.12.2011
Montant des Fonds Propres au moins égal à	105 000 000	105 000 000	125 000 000	125 000 000	135 000 000
Montant de la Dette Nette inférieure ou égal à	105 000 000	105 000 000	110 000 000	110 000 000	90 000 000
Ratio de Gearing	< 1	< 1	< 0,88	< 0,88	< 0,66
Ratio Dette Nette / MBA			< 3,5	< ou = à 3	< ou = à 3

Au 31 décembre 2009, ces ratios sont respectés comme l'ensemble de ses engagements contractuels.

Au 31 décembre 2009, MONTUPET SA utilise la totalité du crédit à terme et 13.000 K€ sur le crédit revolving.

La négociation en cours en juin 2010 d'un assouplissement de cette convention au niveau des ratios à respecter et des modalités de remboursement fait suite à l'augmentation très importante du besoin en fonds de roulement - résultant de la forte augmentation du chiffre d'affaires et de l'augmentation du prix de l'aluminium.

D'autre part, MONTUPET s'efforce de réduire les décalages des paiements des clients liés à leur volonté d'améliorer leur trésorerie ; décale au maximum tous les investissements possibles ; et demande le paiement de certains outillages en avance.

RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ DU GROUPE

Le groupe MONTUPET opère exclusivement sur le marché automobile, et détient 25 % des parts du marché (hors intégré) des culasses en aluminium, et environ 5 % des parts du marché européen des roues en aluminium. Le marché automobile est saisonnier et très cyclique, et dépend du climat économique général, de la confiance des ménages, des taux d'emploi, de change, d'intérêt, des coûts de carburants et des opérations commerciales des constructeurs.

Au cours des dernières années, ce marché a sensiblement fluctué, ce qui a généré des reports de lancements de nouveaux programmes. Nous pouvons donc subir les conséquences de tels reports, et des volumes de ventes inférieurs aux prévisions, alors que par ailleurs, le lancement de tels programmes intervient de nombreux mois en amont. Notre stratégie est d'obtenir systématiquement des commandes écrites et fermes de la part de nos clients ; toutefois nos concurrents acceptent parfois des conditions plus souples, et les engagements des constructeurs se limitent souvent à des parts de marché plutôt qu'à des quantités déterminées.

Les ruptures et annulations de programmes doivent en principe être indemnisées, mais le risque existe qu'elles ne le soient pas ou insuffisamment.

Les prix sont déterminés à l'avance alors que nos coûts (métal, énergie, main d'œuvre, etc) peuvent ensuite fluctuer défavorablement. Ils sont généralement dégressifs en cours de contrat et doivent impérativement être compensés par des gains de productivité, qu'il est difficile d'atteindre.

Par ailleurs, MONTUPET est soumis à une forte pression sur les prix des nouvelles pièces.

Un recours auprès de la Commission Européenne instruit en 2009 par la European Aluminium Wheel Association, regroupant les principaux producteurs de roues aluminium, au sujet des prix pratiqués en Europe par les producteurs chinois et plus précisément des prix d'approvisionnement de leur métal, a débouché en 2010 par l'institution d'une taxe de 20,6 % à l'importation. Les clients qui exigeaient un alignement sur ces prix remettent sur le marché les volumes concernés permettant à la filiale FRANÇAISE DE ROUES de présenter des offres.

Pour faire face au risque concurrentiel, et donc continuer de figurer parmi les fournisseurs sélectionnés par nos clients, MONTUPET veille constamment à maintenir et conforter sa compétitivité, sa qualité, son aptitude à développer et à industrialiser de nouveaux produits, l'efficacité de sa logistique, ses capacités de recherche et développement, sa présence internationale et sa pérennité.

Par contre, le renforcement des normes anti-pollution génère des besoins en culasses plus complexes. Cette tendance constitue un avantage pour MONTUPET en raison de son expertise technologique en matière de culasses.

Les clients de MONTUPET sont les plus grands constructeurs mondiaux. MONTUPET n'a été confronté à l'insolvabilité d'aucun client, en dépit de la crise du secteur et de la situation de GENERAL MOTORS et de CHRYSLER. Les risques liés aux éventuels litiges clientèle font l'objet de provisions, représentant 0,58 % du chiffre d'affaires de MONTUPET SA en 2009 et marginales chez les filiales.

Les variations du prix du métal, indexé sur le LME, sont répercutées sur nos clients, mais avec un effet

retard qui peut être défavorable ou favorable. Les couvertures métal mises en place habituellement génèrent un risque lié à un appel de pièces inférieur aux prévisions communiquées par les clients.

Nous réduisons nos risques d'approvisionnement en diversifiant nos sources (huit fournisseurs en première fusion, douze en deuxième fusion).

RISQUE DE DÉPRÉCIATION DES TITRES DE PARTICIPATION

Les résultats et perspectives d'avenir de deux de nos filiales nous ont conduits à constater en 2009 des dépréciations des titres de participation :

- pour FRANCAISE DE ROUES, à hauteur de 2.300 K€, en raison
 - de la baisse des capitaux propres générée par une perte nette de 1.984 K€ résultant de la baisse de 24 % de cette activité liée à la chute des immatriculations des voitures neuves fortement accentuée par la réduction des stocks de la chaîne logistique,
 - des perspectives de cession de cette filiale.
- et pour CHANGZHOU MONTUPET AUTO PARTS Ltd à hauteur de 750 K€ en raison de l'abandon de ce site par suite de l'annulation de la commande pour laquelle il avait été construit, le bâtiment étant mis en vente.

RISQUES INDUSTRIELS ET JURIDIQUES LIÉS À L'ENVIRONNEMENT

MONTUPET est attentif à la maîtrise de l'impact environnemental des sites industriels et des risques qui y sont attachés. Les activités du groupe relèvent des régimes classiques de déclarations et d'exploitation propres à chaque pays. Outre les réglementations nationales et locales, les différentes catégories d'activités à risques font l'objet d'autorisations spécifiques. La conformité réglementaire est gérée dans chaque site, avec une démarche d'amélioration continue.

Les risques liés à l'environnement sont ceux résultant de l'emploi et du rejet d'huiles minérales, de produits chimiques (amines, composés volatils, solvants, peintures, mastics et colles...), de la fonderie d'aluminium, d'ateliers de compression d'air, de radiographie. Des installations de filtres dépoussiéreurs, de déshuileurs, de recyclage du sable, des copeaux et de l'huile, d'oxydateurs thermiques etc sont mises en place ; des mesures régulières de surveillance sont pratiquées. Plusieurs sites possèdent leur propre station de traitement des eaux. Il existe partout des plans d'urgence et des systèmes de prévention incendie.

En France, le site de Laigneville, dont MONTUPET est locataire, est installé sur un terrain pollué par son précédent occupant (Desnoyers), contractuellement responsable de sa dépollution.

Un commentaire sur les conséquences environnementales liées à l'activité est présenté séparément à ce rapport.

POLITIQUE D'ASSURANCES

MONTUPET SA et ses filiales sont couvertes par des contrats d'assurance sur le risque « dommages matériels/pertes d'exploitation » dans la limite générale de garantie de 250 millions d'euros et sur les risques « responsabilité civile exploitation » à hauteur de 50 millions d'euros par sinistre et « responsabilité civile produits » à hauteur de 50 millions d'euros par an.

INFORMATIONS SUR LA VIE JURIDIQUE DE L'ENTREPRISE

INFORMATION SUR LES MANDATAIRES SOCIAUX ET SUR LES ADMINISTRATEURS

RÉMUNÉRATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX ET DES ADMINISTRATEURS

Les sommes versées par la société, ou par les sociétés qu'elle contrôle, au titre de la rémunération et des avantages des mandataires sociaux au cours de l'exercice 2009 ont été :

- pour M. Stéphane MAGNAN, Président et Directeur Général : 944.385 euros,
- pour M. Didier CROZET, Directeur Général Délégué : 290.612 euros, dont 30.000 euros au titre de la rémunération de Directeur Général délégué de MFT-MONTUPET SNC,
- pour M. Marc MAJUS, Directeur Général Délégué : 624.153 euros.

Ces rémunérations ne comportent pas de part variable, ni de part exceptionnelle. Il n'y a pas d'engagement envers les mandataires sociaux hormis les engagements de retraite des dirigeants qui ne présentent aucune spécificité et qui sont inclus dans les engagements de retraite au passif du bilan consolidé.

Les montants mentionnés sont les montants nets versés à MM. MAGNAN et MAJUS, pour lesquels sont en outre versées des cotisations sociales à hauteur de 47.302 euros chacun. La rémunération de M. CROZET est une rémunération brute, les cotisations patronales sur les rémunérations étant versées par MONTUPET SA aux organismes sociaux.

OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LES DIRIGEANTS SOCIAUX SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2009

Au cours de l'exercice 2009, trois administrateurs ont réalisé des opérations sur les titres de la société, comme suit :

Acquisitions

Acquisitions d'actions MONTUPET SA par M. Stéphane MAGNAN, Président du Conseil d'administration et Directeur Général

DATE	Quantité	Prix unitaire	Montant brut de l'opération coût inclus
20/02/09	2 000	2,24 €	4 482,60 €
26/02/09	8 000	2,25 €	18 000,00 €
TOTAUX	10 000		22 482,60 €

Acquisitions d'actions MONTUPET SA par M. Marc MAJUS, Directeur Général délégué

DATE	Quantité	Prix unitaire	Montant brut de l'opération coût inclus
26/01/09	11 165	2,40 €	26 929,98 €
30/01/09	2 000	2,54 €	5 105,40 €
20/02/09	2 000	2,34 €	4 680,00 €
TOTAUX	15 165		36 715,38 €

Acquisitions d'actions MONTUPET SA par M. Jean BERRUYER, Administrateur

DATE	Quantité	Prix unitaire	Montant brut de l'opération coût inclus
18/12/09	1 000	3,50 €	3 500,00 €
29/12/09	1 000	3,15 €	3 150,00 €
TOTAUX	2 000		6 650,00 €

Cessions : néant

LISTE DES MANDATS EXERCÉS PAR LES ADMINISTRATEURS

M. STEPHANE MAGNAN

FRANCE / Groupe MONTUPET

- ⁽¹⁾ MONTUPET SA	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Président et Directeur Général
------------------------------	--	--------------------------------

FRANCE / Hors groupe MONTUPET

- Chambre Syndicale de l'Aluminium		Administrateur
- Groupe Des Industries Metallurgiques (GIM)		Administrateur

ÉTRANGER / Groupe MONTUPET

- MFT-MONTUPET Snc (Belgique)	prestations de service au groupe	Administrateur délégué
- ⁽²⁾ MONTUPET LIMITEE (Canada)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Président
- ALUMALSA (Espagne)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Administrateur
- ⁽²⁾ BS TOOLING (Irlande-du-Nord)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Administrateur
- GESFITEC Ltd (Irlande-du-Nord)	holding	Administrateur
- ⁽²⁾ WILLACE UK Ltd (Irlande-du-Nord)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Administrateur
- MONTIAC SA de CV (Mexique)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Directeur Général
- MONTUPET Inc (USA)	bureau commercial	Administrateur
- ⁽²⁾ CHANGZHOU MONTUPET AUTO PARTS Ltd	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Président

M. DIDIER CROZET

FRANCE / Groupe MONTUPET

- ⁽¹⁾ MONTUPET SA	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Administrateur et Directeur Général Délégué
- FRANÇAISE DE ROUES SAS	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Président

ÉTRANGER / Groupe MONTUPET

- ⁽²⁾ MONTUPET GmbH (Allemagne)	bureau commercial	Président
- MFT-MONTUPET Snc (Belgique)	prestations de service au groupe	Administrateur délégué
- MONTUPET EOOD (Bulgarie)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Co-Directeur Général
- ALUMALSA (Espagne)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Administrateur
- ⁽²⁾ BS TOOLING (Irlande-du-Nord)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Administrateur
- MONTUPET Inc (USA)	bureau commercial	Administrateur

M. MARC MAJUS

FRANCE / Groupe MONTUPET

- ⁽¹⁾ MONTUPET SA	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Administrateur et Directeur Général Délégué
------------------------------	--	---

ÉTRANGER / Groupe MONTUPET

- MFT-MONTUPET SNC (Belgique)	prestations de service au groupe	Administrateur délégué
- MONTUPET EOOD (Bulgarie)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Co-Directeur Général
- ⁽²⁾ MONTUPET LIMITEE (Canada)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Secrétaire
- ALUMALSA (Espagne)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Administrateur
- ⁽²⁾ BS TOOLING (Irlande-du-Nord)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Administrateur et Secrétaire
- GESFITEC Ltd (Irlande-du-Nord)	holding	Administrateur et Secrétaire
- MONTUPET UK Ltd (Irlande-du-Nord)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Secrétaire
- ⁽²⁾ WILLACE UK Ltd (Irlande-du-Nord)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Administrateur et Secrétaire
- MONTIAC SA de CV (Mexique)	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Secrétaire, Trésorier et Vice-Président
- MONTUPET Inc. (USA)	bureau commercial	Administrateur et Secrétaire

- ⁽²⁾ CHANGZHOU MONTUPET AUTO PARTS Ltd	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Superviseur
M. JEAN BERRUYER		
FRANCE		
- ⁽¹⁾ MONTUPET SA	fonderie d'aluminium, équipementier automobile	Administrateur
M. FRANCOIS FEUILLET		
FRANCE / Groupe Trigano		
- API CLUB SARL	vente de séjours locatifs en résidence mobile	Gérant
- AUTOSTAR SAS	constructeur de véhicules de loisirs	Président
- CARAVANES LA MANCELLE SARL	constructeur de véhicules de loisirs	Gérant
- CLAIRVAL SAS	matériels de camping	Président
- CMC France SCP	holding financière	Gérant
- ECIM SAS	constructeur de remorques	Président
- EURO ACCESSOIRES SAS	accessoires pour véhicules de loisirs	Président
- EUROP' HOLIDAYS SARL	commercialisation de véhicules de loisirs	Gérant .
- LOISIRS FINANCE, SA à Directoire et Conseil de surveillance	financement de véhicules de loisirs	Membre du Directoire
- MAITRE EQUIPEMENT SAS	accessoires pour véhicules de loisir	Président
- MECADIS SARL	commercialisation de remorques	Gérant
- MECANOREM SAS	constructeur de remorques	Président
- MECANOREM PRODUCTION SARL	constructeur de remorques	Gérant
- MISTERCAMP SA	vente de séjours locatifs en résidence mobile	Président Directeur Général
- PÉRIGORD VÉHICULES DE LOISIRS SAS	constructeur de véhicules de loisirs	Président
- RIVIERA France SARL	commercialisation de véhicules de loisirs	Gérant
- RULQUIN SA	accessoires pour véhicules de loisirs	Président du Conseil d'administration
- SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE DU CHANOINE DUBOIS SCI	location de biens immobiliers	Gérant
- TECHWOOD SARL	menuiserie pour véhicules de loisirs	Gérant
- ⁽¹⁾ TRIGANO SA	maison mère du groupe TRIGANO	Président Directeur Général
- TRIGANO JARDIN SAS	équipement du jardin	Membre du comité de surveillance
- TRIGANO MDC SAS	matériels de camping	Membre du comité de surveillance
- TRIGANO REMORQUES SAS	constructeur de remorques	Président
- TRIGANO SERVICE SARL	accessoires pour véhicules de loisir	Gérant
- TRIGANO VDL SAS	constructeur de véhicules de loisirs	Président
- TROIS SOLEILS SARL	location de véhicules de loisirs	Gérant
FRANCE / Hors groupe TRIGANO		
- CIC BANQUE CIO - BRO SA	banque	Administrateur
- GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE		
- DOMAINE FRANCOIS FEUILLET GFA	exploitation viticole	Gérant
- GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE		
- FRANCOIS FEUILLET GFA	exploitation viticole	Gérant
- ⁽¹⁾ MONTUPET SA	équipementier automobile	Administrateur
- SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE LILI ONE SCI	location de biens immobiliers	Gérant
- SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SEV ONE SCI	location de biens immobiliers	Gérant
ÉTRANGER / Groupe TRIGANO		
- ARCA CAMPER SpA (Italie)	constructeur de véhicules de loisirs	Président du Conseil d'administration
- AUTO-TRAIL VR Ltd (Grande-Bretagne)	constructeur de véhicules de loisirs	Président du Conseil d'administration
- BENIMAR-OCARSA SA (Espagne)	constructeur de véhicules de loisirs	Président du conseil et Administrateur Délégué

- DELWYN ENTERPRISES Ltd (Irlande-du-Nord) (Private Company)	équipements du jardin	Administrateur
- DEUTSCHE REISEMOBIL VERMIETUNGS GmbH (Allemagne)	location de véhicules de loisirs	Gérant
- E.T. Riddiough (Sales) Ltd (Grande-Bretagne)	accessoires pour véhicules de loisirs	Administrateur
- GROVE PRODUCTS Ltd (Grande-Bretagne)	accessoires pour véhicules de loisirs	Administrateur
- POLYTEX SARL (Tunisie)	matériels de camping	Gérant
- SORELPOLO (Pologne) Spzoo	constructeur de remorques	Gérant
- TRIGANO DEUTSCHLAND VERWALTUNGS GmbH (Allemagne)	holding financière	Gérant
- TRIGANO GmbH (Allemagne)	commercialisation de véhicules de loisirs	Gérant
- TRIGANO SpA (Italie)	constructeur de véhicules de loisirs	Président du Conseil d'administration
- TRIGANO VAN Srl (Italie)	constructeur de véhicules de loisirs (vans)	Président du Conseil d'administration

(1) Sociétés faisant publiquement appel à l'épargne.

(2) Sociétés inactives.

FILIALES - PRISES DE PARTICIPATION OU DE CONTRÔLE - PARTICIPATIONS RÉCIPROQUES

Au 31 décembre 2009, la société MONTUPET SA contrôlait les filiales suivantes :

- MFT Sarl - 100 % - France - négoce de métal et prestations de service,
- FRANCAISE DE ROUES SAS - 100 % - France - fonderie d'aluminium, équipementier automobile,
- MFT-MONTUPET Snc - 100 % - Belgique - prestations de services au groupe,
- MONTUPET UK Ltd - 100 % - Irlande-du-Nord - fonderie d'aluminium, équipementier automobile et ses filiales (Irlande-du-Nord) WILLACE Ltd ⁽¹⁾, BS TOOLING Ltd ⁽¹⁾ et GESFITEC UK Ltd, (Irlande-du-Nord),
- CALCAST Ltd ⁽¹⁾ - 100 % - Irlande-du-Nord - fonderie d'aluminium, équipementier automobile,
- MONTUPET LIMITEE ⁽¹⁾ - 100 % - Canada, Québec - fonderie d'aluminium, équipementier automobile,
- ALUMALSA - 99,67 % - Espagne - fonderie d'aluminium, équipementier automobile,
- MONTIAC SA de CV - 100 % - Mexique - fonderie d'aluminium, équipementier automobile,
- MONTUPET INC - 100 % - USA - bureau commercial,
- MONTUPET GmbH ⁽¹⁾ - 100 % - Allemagne - bureau commercial,
- MONTUPET EOOD - 100 % - Bulgarie - fonderie d'aluminium, équipementier automobile.
- CHANGZHOU MONTUPET AUTO PARTS Ltd ⁽¹⁾ - 100 % - Chine - fonderie d'aluminium, équipementier automobile

(1) Inactives.

Aucune société contrôlée ne détient d'actions de MONTUPET SA.

PRISES DE CONTRÔLE AU COURS DE L'EXERCICE

Bien que ne s'agissant pas d'une prise de participation au sens juridique, nous vous faisons part de l'acquisition suivante :

Une société du groupe MONTUPET au Royaume-Uni a créé le 19 octobre 2009 une société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 37.000 euros, dénommée FDPA2 SAS, siégeant au 202 quai de Clichy 92110 CLICHY, enregistrée au Registre de Commerce de Nanterre sous le numéro RCS 517 573 481, dont l'objet social résumé est l'étude, la réalisation et la commercialisation de culasses en alliages légers moulés.

Cette société, inactive, a acquis les actifs de la fonderie d'aluminium française et équipementier automobile FDPA le 31 décembre 2009, et modifié sa dénomination en FDPA.

MONTUPET contrôle indirectement 100 % de cette entité.

FILIALISATION DE L'ACTIVITÉ « ROUES »

Conformément à la décision de l'Assemblée Générale du 30 juin 2009, la filialisation de la branche d'activité « Roues » a abouti par l'apport partiel d'actifs de MONTUPET SA à sa filiale FRANÇAISE DE ROUES SAS, détenue à 100 %, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2009.

INFORMATION SUR LE CAPITAL SOCIAL ET SUR L'ACTIONNARIAT

INFORMATION SUR LA NATURE ET LA DÉTENTION DU CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 2009

Nature du capital

CATÉGORIE D'ACTIONS (toutes de valeur nominale 1,52 €)	Nombre de titres		
	2008	Variation	2009
Actions à droit de vote simple	7 424 210	(672 724)	6 751 486
Actions à droit de vote double	3 358 559	672 724	4 031 283
Actions auto-détenues (sans droit de vote)	691 205	(691 205)	0
TOTAL	11 473 974	(691 205)	10 782 769

Détention du capital – Franchissement de seuils

NOM	Actions au 31/12/2009	% Capital au 31/12/2009	Droits de vote existants (même suspendus le cas échéant)	% Droits de vote existants
M. Stéphane MAGNAN	1 172 503	10,87 %	2 319 001	15,65 %
M. Marc MAJUS	1 150 016	10,67 %	2 285 032	15,42 %
M. Didier CROZET	1 053 238	9,77 %	2 106 476	14,22 %
M. Philippe MAUDUIT	448 006	4,15 %	896 012	6,05 %
RICHELIEU FINANCE GESTION PRIVEE ⁽¹⁾	534 173	4,95 %	534 173	3,61 %
FINANCIÈRE DE L'ÉCHIQUIER ⁽²⁾	1 077 247	9,99 %	1 077 247	7,27 %
FINANCIÈRE DE L'ÉCHIQUIER (fonds gérés) ⁽³⁾	682 411	6,33 %	682 411	4,61 %
QUAEROQ ⁽⁴⁾	965 000	8,95 %	965 000	6,51 %
PUBLIC	3 700 175	34,32 %	3 948 700	26,66 %
TOTAL	10 782 769	100,00 %	14 814 052	100,00 %

(1) Détention connue le 6 mai 2008 par suite de franchissement de seuil de 5 % à la baisse.

(2) Détention selon déclaration du 29 juillet 2009.

(3) Détention selon déclaration du 29 juillet 2009.

(4) Selon information communiquée volontairement à MONTUPET.

Franchissements de seuil déclarés au titre de l'exercice 2009 (jusqu'au 20 mai 2010)

M. Marc MAJUS a déclaré le 4 février 2009 avoir franchi en hausse le 30 janvier 2009, par suite d'une acquisition d'actions MONTUPET sur le marché, le seuil de 10 % du capital de la société MONTUPET et détenir à cette date, 1.148.181 actions MONTUPET soit 10,0068 % du capital représentant 2.102.511 droits de vote. Il a précisé dans sa déclaration d'intention agir seul, avoir l'intention de poursuivre ses acquisitions d'actions, sous réserve que le cours de bourse s'y prête ; ne pas avoir l'intention au cours des douze mois à venir, de prendre le contrôle de la société ; et ne briguer aucun mandat, étant Directeur général délégué de l'émetteur MONTUPET.

MM. Stéphane MAGNAN et Marc MAJUS ont déclaré le 3 juillet 2009 avoir franchi en hausse le seuil de 15 % des droits de vote, par suite de l'annulation de 691.205 actions MONTUPET auto-détenues décidée le 30 juin 2009 par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires et détenir respectivement à cette date 15,59 % et 15,53 % des droits de vote.

La société FINANCIÈRE DE L'ÉCHIQUIER, agissant pour le compte de fonds communs de placement dont elle assure la gestion, a déclaré le 28 juillet 2009 et le 29 juillet 2009, à titre de régularisation, avoir franchi en hausse le 9 juillet 2007, par suite d'acquisition d'actions sur le marché, le seuil de 5 % des droits de vote et détenir à cette date pour le compte desdits fonds, 682.411 actions MONTUPET représentant autant de droits de vote, soit 5,95 % du capital et 5,02 % des droits de vote à cette date. Elle a également précisé détenir au 28 juillet 2009 1.077.247 actions représentant autant de droits de vote soit 9,99 % du capital et 7,34 % des droits de vote à cette date.

OPÉRATIONS PORTANT SUR LE CAPITAL SOCIAL INTERVENUES AU COURS DE L'EXERCICE

Le capital social est composé de 10.782.769 actions d'une valeur nominale de 1,52 euros, soit 16.389.809 euros au 31 décembre 2009, contre 11.473.974 actions de même valeur nominale soit 17.440.440 euros au 31 décembre 2008.

En effet, 691.205 actions auto-détenues ont été annulées en 2009, par imputation sur les capitaux propres, conformément à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2009.

INFORMATION SUR LES PLANS D'OPTION, L'ACTIONNARIAT SALARIÉ, LES PROGRAMMES DE RACHAT D'ACTION

INFORMATION SUR LES PLANS D'OPTION

Sur délégation, le Conseil d'administration n'a consenti aucune option en faveur des dirigeants sociaux ou des salariés de la société ou des sociétés qui lui sont liées, donnant droit à l'achat d'actions de la société.

Au 31 décembre 2009, il n'existe aucun plan d'option ouvert ou pouvant l'être par suite d'autorisation d'une Assemblée Générale des actionnaires en vigueur.

ACTIONNARIAT DES SALARIÉS

Au 31 décembre 2009, l'actionnariat des salariés tel que défini aux termes de l'article L.225-102 du Code du Commerce est limité aux actions détenues dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise et s'établit à 58.500 actions représentant 0,54 % du capital. Au 31 décembre 2009, aucune action nominative non librement cessible n'est détenue par les salariés. Les actions détenues au porteur par les salariés ne sont pas connues de l'entreprise.

Une résolution proposée par le Conseil d'administration à l'Assemblée Générale des actionnaires du 29 juin 2010 vise à autoriser une augmentation de capital réservée aux salariés de la société.

OPÉRATIONS EFFECTUÉES PAR MONTUPET SUR SES PROPRES ACTIONS (dans le cadre de programmes de rachat d'actions)

Au cours de l'exercice 2009, MONTUPET n'a procédé à aucune opération sur ses propres actions, hormis l'annulation de la totalité des 691.205 actions auto-détenues, conformément à la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2009.

INFORMATIONS DIVERSES

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE MONTUPET SA AU TITRE DE L'EXERCICE 2009

AU TITRE DE L'EXERCICE 2009	BELLOT, MULLENBACH & Associés	Cabinet GUILLERET & Associés
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés incluant les diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	132 000	61 000
Autres prestations	74 600	-
TOTAL	206 600	61 000

UTILISATION DES DÉLÉGATIONS DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL EN VIGUEUR

L'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2008 a autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital social à hauteur d'un montant nominal maximal de 6 millions d'euros, cette délégation étant valable pendant une durée de vingt-six mois. A ce jour, le Conseil d'administration n'a pas utilisé cette délégation.

Une résolution proposée à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 29 juin 2010 vise à renouveler cette autorisation.

INFORMATIONS A CARACTÈRE FISCAL

Charges non fiscalement déductibles

En conformité des dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous précisons que, pour la détermination du résultat fiscal, il a été réintégré les sommes suivantes :

- amortissements excédentaires sur les véhicules de société à hauteur de 41.546 euros,
- taxe sur les véhicules de société à hauteur de 54.367 euros.

MONTANT ET STATUT FISCAL DES DIVIDENDES AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

Exercice	Dividende net	Abattement
2006	0,25	Éligible à l'abattement de 40 %
2007	0,13	Éligible à l'abattement de 40 %
2008	0	

A compter de 2008 pour les dividendes éligibles à l'abattement de 40 %, chaque actionnaire peut opter pour le prélèvement libératoire de 18 %, cette option entraînant l'exclusion de l'abattement de 40 % et de l'abattement annuel ainsi que du crédit d'impôt.

L'option peut être partielle ou totale mais elle est irrévocable et doit être exercée par chaque actionnaire concerné auprès de la société au plus tard lors du paiement du dividende. En cas d'option, la société lui versera un dividende amputé de 30,1 % (18 % + 12,1 % de prélèvements sociaux) et la somme correspondante sera versée directement au Trésor. L'attention des actionnaires est attirée sur le fait qu'en cas d'option partielle pour le prélèvement libératoire, les dividendes pour lesquels cette option n'aurait pas été prise seraient imposables à l'impôt sur le revenu sans abattement de 40 % et sans bénéfice du crédit d'impôt.

L'option pour le prélèvement libératoire prive le bénéficiaire de la possibilité de déduire à hauteur de 5,8 % la CSG prélevée à la source. Par ailleurs, pour les revenus à prendre en compte au titre du « bouclier fiscal », les dividendes soumis au prélèvement libératoire sont retenus pour leur montant brut sans abattement, alors que si cette option n'est pas exercée, c'est le revenu net catégoriel imposable en tant que revenu de capitaux mobiliers qui est pris en compte (donc, après abattements).

QUESTIONS À L'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée Générale Ordinaire :

- a/ d'affecter le bénéfice de 32.909.929 euros au report à nouveau ;
- b/ et de constater que le report à nouveau dont le solde antérieur débiteur s'établissait à 35.271.462 euros présenterait ainsi un solde débiteur de 2.361.533 euros après l'affectation du résultat.

AUTRES POINTS À L'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Outre les éléments classiquement soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire : approbation des comptes sociaux et consolidés, ratification des conventions réglementées, affectation du résultat, le Conseil d'administration propose à l'Assemblée :

- l'attribution de jetons de présence aux administrateurs à hauteur de 10.000 euros ;
- le renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social ;
- la décision d'augmentation de capital réservée aux salariés.

ÉLÉMENTS ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION

- tableau des résultats des cinq derniers exercices,
- rapport du Président sur le Contrôle Interne.

Les informations sociales et environnementales font partie intégrante du présent rapport de gestion.

INFORMATIONS SOCIALES

En application de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce

Les informations ci-après concernent MONTUPET SA.

Au cours de l'exercice 2009, MONTUPET SA a apporté sa branche d'activité roues à sa filiale FRANÇAISE DE ROUES SAS, détenue à 100 %, cet apport ayant été approuvé par l'Assemblée Générale du 30 juin 2009 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2009. Le transfert de 444 contrats de travail de MONTUPET SA à FRANÇAISE DE ROUES SAS est intervenu le 1^{er} juillet 2009 ; 17 transferts ont eu lieu au cours des mois suivants portant le total à 461.

Le rapport de gestion de FRANÇAISE DE ROUES comporte un volet relatif aux informations sociales.

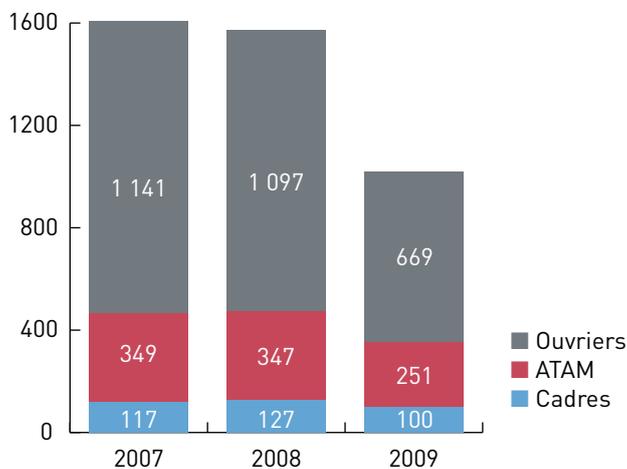
EFFECTIFS

L'effectif total de l'entreprise était de 1.020 salariés au 31 décembre 2009, dont 985 salariés étaient présents toute l'année. Il a été procédé à 9 embauches en contrat à durée déterminée et 12 en contrat à durée indéterminée en cours d'année. Au 31 décembre 2009, l'entreprise employait 1 intérimaire (14 intérimaires ont collaboré en cours d'année). La part des emplois temporaires intérimaires et CDD représente 0,5 % de l'effectif total salarié et intérimaires au 31 décembre 2009.

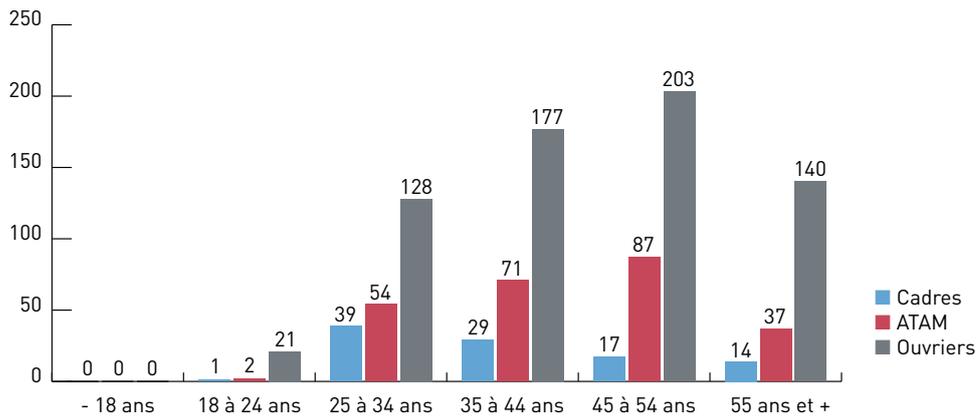
Cette année, comme en 2008, l'entreprise n'a procédé à aucun licenciement pour motif économique, mais a eu recours à des mesures de chômage partiel.

Les salariés âgés de moins de 35 ans représentent 24 % des salariés.

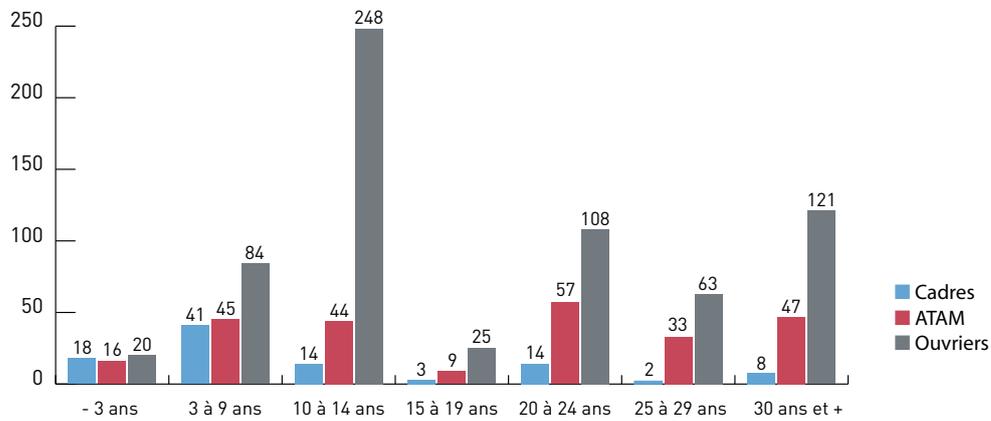
Effectif France



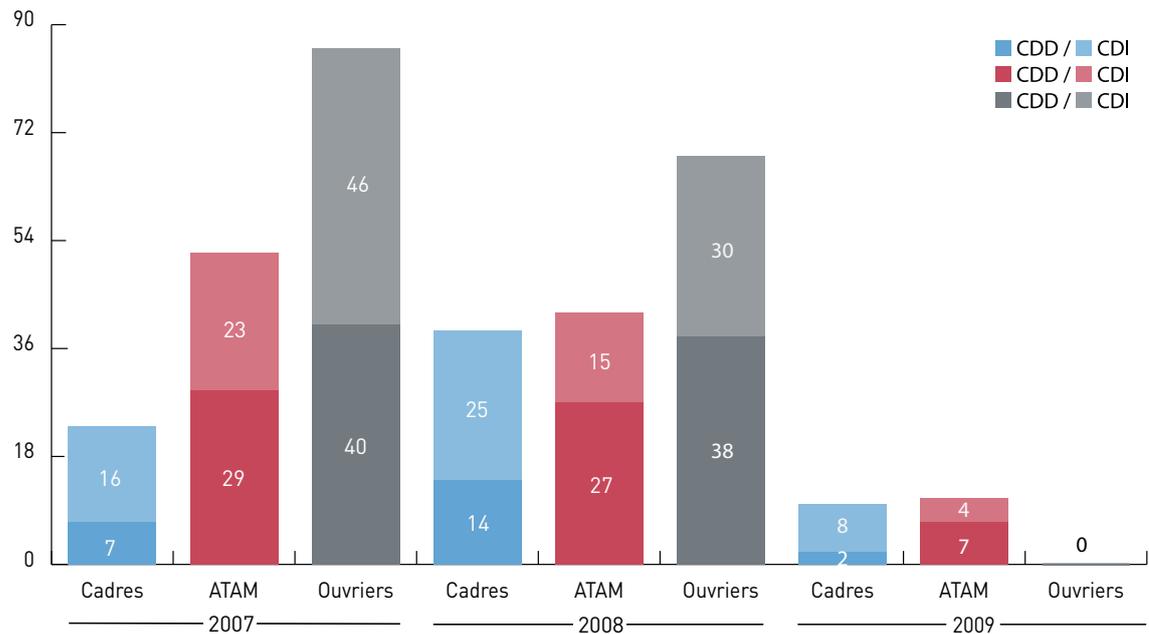
Pyramide des âges année 2009



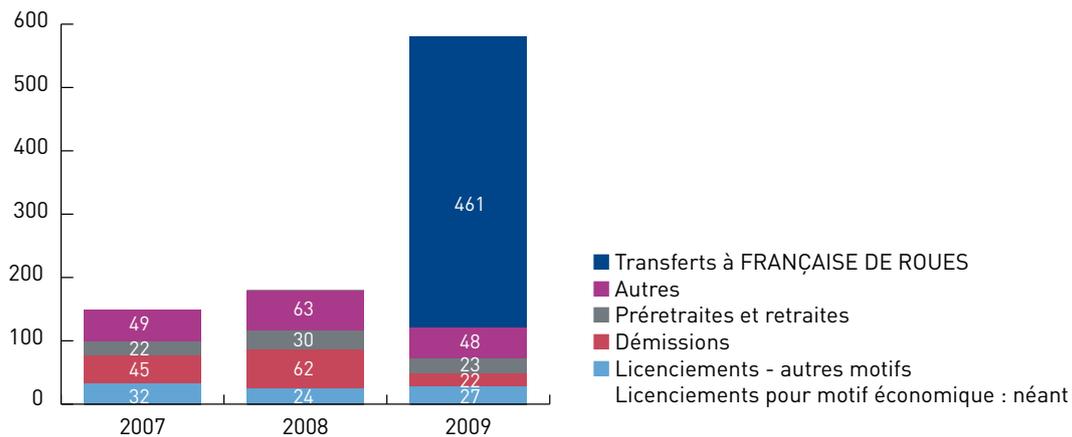
Pyramide des anciennetés année 2009



Nature des embauches



Départs

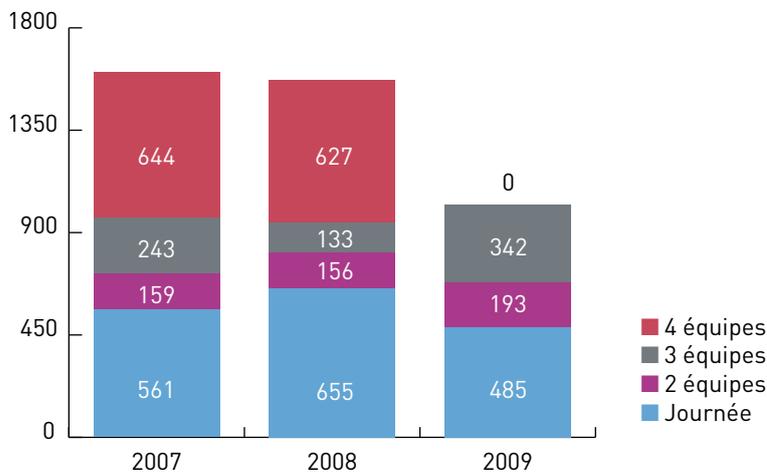


ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

La majorité des salariés travaillent en équipe. De nombreuses formules d'organisation du temps de travail existent (journée, équipes x 2 ou 3...) visant à optimiser l'utilisation de l'outil industriel.

Au 31 décembre 2009, 1.011 salariés étaient employés à temps plein et 9 à temps partiel. 100 cadres étaient en forfait jour (218 jours par an). Le taux d'absentéisme s'établit à 3 % contre 4,91 % en 2008.

Organisation du temps de travail



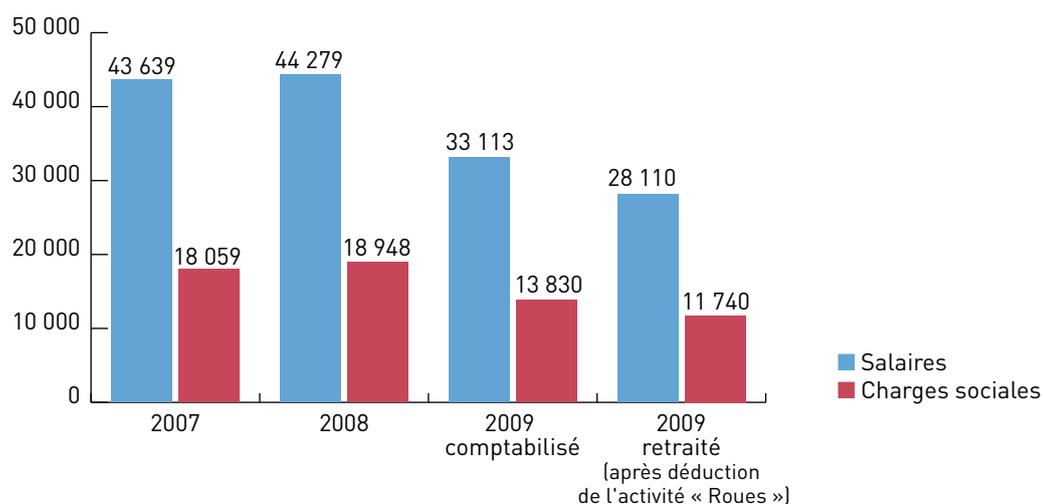
RÉMUNÉRATIONS

Les salaires comptabilisés en 2009 (y compris les provisions pour congés payés) s'élèvent à 33.113.492 euros, plus 13.830.430 euros de charges sociales. Le poste « intérimaires » représente 110.160 euros.

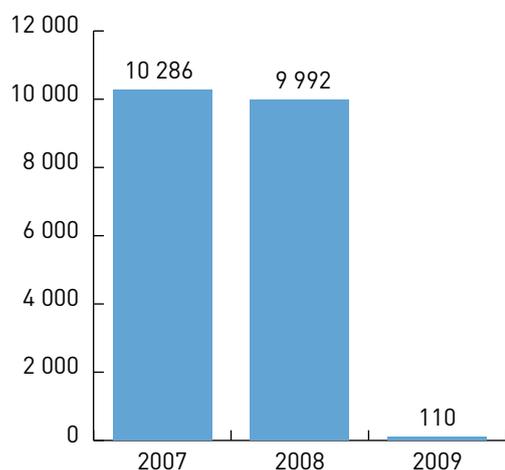
Les salaires et charges sociales concernant le personnel affecté à l'activité roues du 1^{er} semestre 2009 figurent dans les frais de personnel de MONTUPET SA pour 7.093.505 euros. Ils ont été refacturés à sa filiale FRANÇAISE DE ROUES et sont comptabilisés en transferts de charges d'exploitation.

Les salariés bénéficient d'un Plan d'Epargne Entreprise, avec un abondement versé par l'entreprise. Par une politique d'individualisation totale de la rémunération pour l'ensemble de ses collaborateurs ouvriers, ATAM et cadres, l'entreprise vise à reconnaître à leur valeur les contributions de chacun au développement de l'activité.

Salaires et charges sociales comptabilisés (provisions incluses, en K€)



Dépenses de personnel intérimaire (en K€)



RELATIONS PROFESSIONNELLES ET ACCORDS COLLECTIFS

En 2009, ont été signés un accord relatif à l'optimisation du temps de travail, deux accords relatifs à la création d'équipes de suppléance, un avenant à l'accord sur le Droit Individuel à la Formation, un avenant relatif au Plan d'Epargne pour la Retraite Collective, un accord relatif à l'emploi des seniors.

A partir de 2009, un groupe « veille métier » incluant les délégués syndicaux centraux propose aux directions d'établissement des actions à mener dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

PRÉVENTION ET SÉCURITÉ

Le nombre d'accidents du travail a sensiblement diminué, à 6 occurrences contre 28 en 2008. Nous poursuivons notre politique visant à renforcer l'implication de tous les salariés dans la prévention des accidents du travail.

FORMATION

2,85 % de la masse salariale a été consacrée à la formation professionnelle en 2009 pour 970 stagiaires. L'effort le plus important a concerné les formations métiers, en cohérence avec notre volonté de développer les compétences et l'employabilité des salariés.

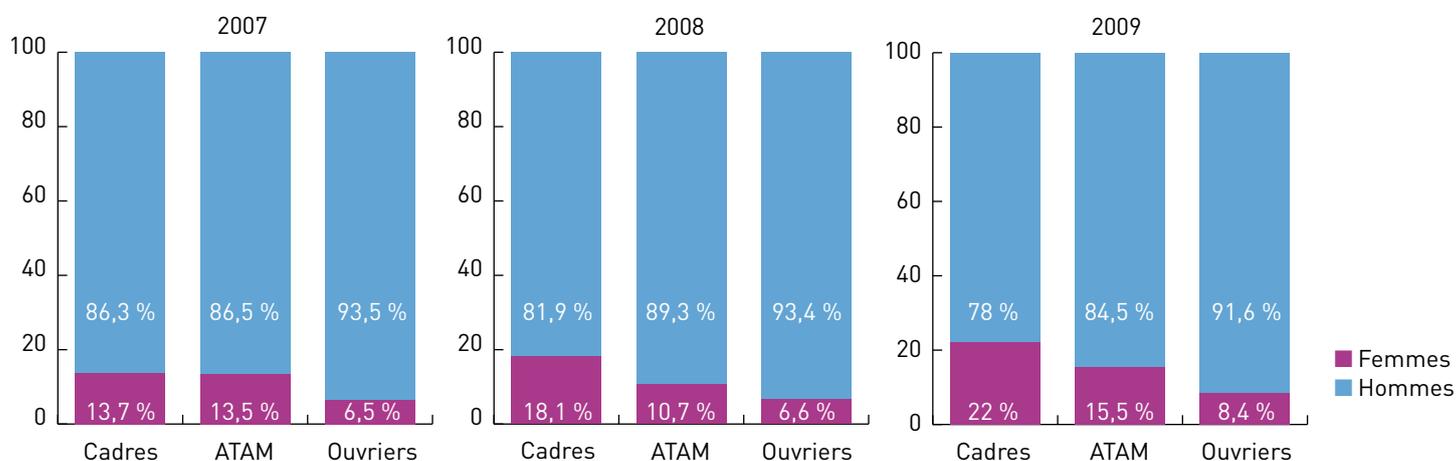
ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Les femmes ne représentent que 11,5 % du personnel de MONTUPET France (usines à forte main d'œuvre masculine), mais elles représentent respectivement 22 % et 15,5 % des cadres et des ATAM de l'entreprise. Au cours de l'année 2009, elles ont représenté 75 % des contrats à durée déterminée et 57 % des intérimaires employés par l'entreprise.

Les salaires sont globalement équivalents entre les hommes et les femmes sauf dans la catégorie cadres du fait de l'existence d'un turn-over important des femmes cadres dans nos usines de province, réduisant leur ancienneté et donc leur marge d'évolution.

4,3 % des femmes sont employées à temps partiel ; elles représentent 55,5 % des salariés à temps partiel.

Répartition hommes-femmes par catégorie professionnelle



EMPLOI ET INSERTION DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

L'objectif de l'entreprise est de favoriser l'accès à ses emplois des travailleurs handicapés. Elle emploie 70 travailleurs handicapés au 31 décembre 2009. L'entreprise cherche également à faire travailler des entreprises employant prioritairement des travailleurs handicapés et verse une contribution financière prévue par la loi à des organisations agréées.

ŒUVRES SOCIALES

Le budget des Comités d'Établissement s'élève à 341.478 euros.

IMPORTANCE DE LA SOUS-TRAITANCE

En 2009, le coût du recours de l'entreprise à la sous-traitance s'est élevé à 53.757.326 euros essentiellement au titre de la sous-traitance interne au groupe.

Ces montants n'incluent pas la production visée au contrat de « maquila » conclu avec la filiale mexicaine MONTIAC SA de CV (représentant 7.875.941 euros en 2009).

Pour le choix de ses sous-traitants et les relations avec eux, l'entreprise s'attache à contrôler et faire respecter les dispositions des conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Les pays dans lesquels la société et ses filiales sont implantés respectent les conventions de l'OIT. Il s'agit des pays suivants : France, Royaume-Uni, Espagne, Bulgarie, Canada, Etats-Unis et Mexique. L'usine Chinoise ne sera pas mise en activité.

IMPACT TERRITORIAL DES ACTIVITÉS

Chaque année, l'entreprise mène une réflexion sur la gestion des compétences et des emplois et leur impact sur l'environnement extérieur. Elle est présentée aux délégués syndicaux de l'entreprise dans le cadre d'un rapport annuel.

Tant en France qu'à l'étranger, les établissements prennent en compte l'impact de leurs activités sur le développement régional et les populations locales de la manière suivante :

- recrutement prioritaire du personnel dans le bassin de main-d'oeuvre locale et mesure du taux de stabilité interne,
- recours aux entreprises de prestation de services locales et suivi des volumes d'achats,
- soutien de la communauté locale dans diverses associations,
- partenariat privilégié avec des établissements scolaires et universitaires.

Les établissements entretiennent des contacts fréquents avec les représentants de l'administration et les acteurs économiques et sociaux de leur cité et de leur région.

Bilan environnemental 2009 de MONTUPET S.A

Introduction et périmètre du rapport

Ce rapport présente les principaux indicateurs permettant d'évaluer la performance environnementale des usines françaises du groupe MONTUPET, soit l'usine de Laigneville de MONTUPET SA et celle de Châteauroux de MONTUPET SA et de FRANCAISE DE ROUES. Les instruments de mesure n'ont pas permis de différencier la consommation de l'usine de Châteauroux entre MONTUPET SA et FRANCAISE DE ROUES en 2009.

Il présente également l'organisation mise en place sur les sites de production pour gérer les enjeux environnementaux et les évolutions des sites.

Il concerne les deux usines de production françaises de MONTUPET SA :

- l'usine de Châteauroux
- l'usine de Laigneville

toutes deux classifiées en Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. (ICPE).

La politique environnementale des usines françaises est axée autour de trois thèmes principaux :

1. un engagement de conformité réglementaire avec la législation applicable en matière d'environnement,
2. la prévention de tous les risques de pollution,
3. une démarche d'amélioration continue qui concerne tous les domaines de l'environnement : eau, air, déchets, énergie et la prévention des risques de pollution.

Le site de Laigneville est doté d'un centre de développement qui intègre la protection de l'environnement parmi ses critères opérationnels.

Les informations communiquées correspondent à l'utilisation finale des ressources par MONTUPET. Par conséquent, les consommations d'énergie et émissions relatives à la production de ces ressources (aluminium, gaz, électricité...) ne sont pas prises en compte.

1. Consommation de matières premières, d'eau et d'énergie

1.1. Consommation de matières premières

Les principales matières premières sont l'aluminium et le sable.

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	ALUMINIUM EN TONNES	28 759	28 741	20 269
LAIGNEVILLE	ALUMINIUM EN TONNES	14 683	13 834	6 115

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	SABLE EN TONNES	862	801	260
LAIGNEVILLE	SABLE EN TONNES	32 833	24 812	10 160

A Châteauroux, L'atelier prototypes utilise le sable neuf, recyclé pour la production à hauteur de 96.5 % par une installation de régénération d'une capacité de quatre tonnes par heure et par un système de traitement du sable cru (sable non polymérisé issu du nettoyage des têtes de tir). En 2009, le sable issu de l'atelier prototypes a largement couvert les besoins de la production, en baisse de 30 %.

A Laigneville, la consommation d'aluminium et de sable a fortement baissé, en proportion avec la baisse de production (- 50 %)

Le site de Laigneville produit davantage de culasses que le site de Châteauroux, et utilise par conséquent plus de noyaux en sable. Le sable usagé est tamisé et revalorisé à hauteur de 95 %.

1.2. Consommation d'eau

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	CONSOMMATION D'EAU (en m3)	143 561	143 992	101 122
LAIGNEVILLE	CONSOMMATION D'EAU (en m3)	11 455	10 991	7 130

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	RATIO M3/TONNE D'ALUMINIUM FONDU	4,99	5,01	4,99
LAIGNEVILLE	RATIO M3/TONNE D'ALUMINIUM FONDU	0,43	0,44	0,65

A Châteauroux, l'eau est consommée par les tours de refroidissement, les bassins de trempes des fours, les tunnels de traitement de surface, sur les plates formes de moulage et la centrale de lubrification.

Sur la tour de refroidissement, la consommation reste constante et supérieure à l'objectif interne de ratio à 4 m³/tonne, mais inférieure à la limite fixée par arrêté préfectoral à 7 m³/tonne.

Une fuite dans le bassin de trempes du four Mace d'une des lignes de traitement thermique des roues sera étanchéifiée en 2010 .

Un comité de pilotage se réunit mensuellement afin d'analyser les consommations et ratios et valider les actions engagées afin de les réduire.

A Laigneville, la réduction de la consommation d'eau résulte de la baisse de production.

1.3. Consommation d'énergie

Gaz naturel

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	CONSOMMATION DE GAZ NATUREL en milliers de KWH	123 554	116 022	84 110
LAIGNEVILLE	CONSOMMATION DE GAZ NATUREL en milliers de KWH	65 365	61 386	28 212

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	RATIO KWH/TONNE D'ALUMINIUM FONDU	4 296	4 037	4 150
LAIGNEVILLE	RATIO KWH/TONNE D'ALUMINIUM FONDU	2 473	2 465	2 563

A Châteauroux, la remise en fonctionnement ponctuelle de petits fours a dégradé le ratio. L'augmentation du ratio résulte également du maintien en chauffe des fours même inutilisés.

Le comité de pilotage énergie analyse mensuellement les consommations et ratios en vue de leur réduction.

A Laigneville, la baisse de consommation résulte de la baisse de production. L'augmentation du ratio est due à l'utilisation moindre du four FFC au bénéfice des fours sklénaires pour les petites productions. Elle résulte également des arrêts et redémarrages des fours par suite des périodes de chômage.

Électricité

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	CONSOMMATION D'ELECTRICITE en milliers de KWH	55 419	56 105	40 447
LAIGNEVILLE	CONSOMMATION D'ELECTRICITE en milliers de KWH	25 990	24 523	15 373

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	RATIO KWH/TONNE D'ALUMINIUM FONDU	1 927	1 952	1 996
LAIGNEVILLE	RATIO KWH/TONNE D'ALUMINIUM FONDU	983	985	1 397

A Châteauroux, des campagnes de suppression des fuites d'air sur les machines ont été menées, améliorant le rendement des compresseurs d'air. Le comité de pilotage énergie analyse les consommations et ratios en vue de leur réduction.

A Laigneville, la baisse de consommation résulte également de la baisse de production. L'augmentation du ratio résulte également des arrêts et redémarrages des fours par suite des périodes de chômage.

Sur les deux sites les installations sont révisées et entretenues, certains équipements sont totalement arrêtés les jours non travaillés, et l'éclairage et les ordinateurs du bureau sont systématiquement éteints après usage.

2. Consommations de produits toxiques et rejets dans l'environnement

2.1. Produits toxiques et limitation de leur impact

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	PHENOL DANS LES RESINES PHENOLIQUES en tonnes	4,12	3,60	3,40
LAIGNEVILLE	PHENOL DANS LES RESINES PHENOLIQUES en tonnes	6,95	5,05	2,65

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	RESINES PHENOLIQUES en tonnes	82,5	72,0	68,00
LAIGNEVILLE	RESINES PHENOLIQUES en tonnes	139,0	100,9	53,0

Les principaux produits toxiques pour l'environnement utilisés par les sites de production sont désormais les résines phénoliques utilisées pour le procédé de noyautage.

A Châteauroux, l'atelier prototype, plus chargé que la production, a contribué à maintenir la consommation de résines phénoliques.

A Laigneville, la baisse de consommation de résine fait suite à la baisse de production.

Depuis 2006, MONTUPET SA n'emploie ou ne stocke plus de substances ou préparations liquides très toxiques visées à la rubrique n°1111.2.b du règlement des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, qui étaient essentiellement les produits de traitement de surface en chromation.

Sur les deux sites, les produits chimiques sont stockés en rétention, afin d'éviter tout risque de dispersion, et dans des magasins équipés pour prévenir le risque d'incendie.

2.2. Principaux rejets dans l'environnement (air, eau et déchets) et mesures de protection

2.2.1. Rejets dans l'air (en tonnes)

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	REJETS DANS L'AIR COV	125,59	97,35	81,59
LAIGNEVILLE	REJETS DANS L'AIR COV	13,60	4,50	12,40

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	REJETS DANS L'AIR NO2	24,90	23,43	16,99
LAIGNEVILLE	REJETS DANS L'AIR NO2	12,90	12,14	5,57

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	REJETS DANS L'AIR SO2	0,22	0,21	0,15
LAIGNEVILLE	REJETS DANS L'AIR SO2	0,10	0,09	0,04

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	GAZ A EFFETS DE SERRE (CO2) en tonnes	22 684	21 302	15 443
LAIGNEVILLE	GAZ A EFFETS DE SERRE (CO2) en tonnes	12 001	11 270	5 179

Les rejets dans l'air font l'objet de surveillances régulières conformes à la réglementation en vigueur.

A Châteauroux, les émissions de composés organiques volatils sont issues des opérations de noyautage, de moulage de pièces avec noyaux, et de l'application de peinture sur les roues.

En 2006, la DRIRE - Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - a validé le Schéma de Maîtrise des Émissions de Composés Organiques Volatils visant à réduire les rejets atmosphériques des ateliers « noyautage » et « finition roues », un arrêté préfectoral complémentaire fixe une limite d'émission spécifique de COV à 11.85 kg de COV/tonne de métal produite. Le Système de Management Environnemental garantit la conformité réglementaire de ces rejets.

Des actions d'amélioration mises en œuvre en 2008 et poursuivies en 2009 ont permis de réduire sensiblement ces émissions et confirmer le respect de l'objectif fixé par la DRIRE :

- suppression totale de solvant de nettoyage des outillages de noyautage ainsi que l'agent de démoulage,
- réduction de consommation d'amine,
- diminution du taux de résine utilisé dans un noyau spécifique,
- diminution du temps de cycle de rinçage et des circuits de distribution de la peinture pour les roues,
- réfection d'un des oxydateurs thermiques,
- vérification de l'aéraulique des fours de cuisson.

A Laigneville, les composés organiques volatiles (COV) sont issus essentiellement des opérations de noyautage et de moulage. La mesure présentée en 2009 est basée sur le flux d'une mesure ponctuelle. Le flux pour 2009 est de 2,2 kg/h au lieu de 0,76 kg/h en 2008.

L'évolution de l'émission de gaz à effet de serre est proportionnelle à celle de la consommation de gaz naturel.

2.2.2. Rejets dans l'eau – prévention de la pollution des sols

A Châteauroux, les eaux industrielles et pluviales sont filtrées par trois déshuileurs et les eaux industrielles transitent par un bassin de décantation.

Une station de traitement physico-chimique permet de traiter l'ensemble des effluents du traitement de surface de l'activité « Finition roues ». Un contrôle de la qualité des rejets de cette station est effectué quotidiennement par les techniciens de traitement de surface et trimestriellement par un laboratoire agréé. Les résultats sont transmis à la DRIRE. Les effluents de ressuage sont également retraités. L'ensemble de ces résultats est conforme à notre arrêté préfectoral.

A Laigneville, les eaux pluviales sont filtrées par deux déshuileurs/débourbeurs. Les eaux industrielles sont traitées et pompées par un prestataire externe.

Sur les deux sites, des vannes de sécurité sont destinées à contenir les eaux industrielles en cas de pollution.

Sur les deux sites, les eaux souterraines sont surveillées par piézomètres deux fois par an.

2.2.3. Déchets Industriels

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	DECHETS DANGEREUX en TONNES	545	676	554
LAIGNEVILLE	DECHETS DANGEREUX en TONNES	1 155	669	506

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	DECHETS ORDINAIRES EN TONNES	872	804	512
LAIGNEVILLE	DECHETS ORDINAIRES EN TONNES	236	182	12 479

Les déchets industriels et dangereux sont les crasses et copeaux d'aluminium, le sable usagé en fonction de sa teneur phénolique, les huiles usées, les boues et poudres de peintures (à Châteauroux), les boues métalliques, les diluants usagés (à Châteauroux), etc.

A Laigneville, Le chiffre présenté en 2009 prend en compte des éléments qui ne l'étaient pas précédemment comme la ferraille pour 1.792 tonnes et le sable pour 10.611 tonnes.

A Châteauroux, le recyclage quasi-intégral du sable usagé réduit sensiblement le volume de sable mis en destruction. Les copeaux d'aluminium et les huiles de coupes sont également recyclés par des installations spécifiques. Les diluants de peinture sont totalement recyclés par le fournisseur, les fines de poudre peinture sont revalorisées comme matières premières de liants pour la réalisation de feutrine.

Les déchets industriels et dangereux qui ne sont pas traités en interne sont éliminés par des entreprises agréées sur les deux sites.

Les déchets banals sont les déchets de toute nature qui n'entrent pas dans la catégorie des « déchets industriels et dangereux ».

Déchets d'aluminium valorisés en externe

(en tonnes)

		2007	2008	2009
CHATEAUROUX	DECHETS D'ALUMINIUM VALORISES EN EXTERNE	2 780	2 635	1 636
LAIGNEVILLE	DECHETS D'ALUMINIUM VALORISES EN EXTERNE	3 449	2 823	1 263

L'aluminium utilisé par MONTUPET dans le process de production qui n'est pas inclus dans la pièce produite est refondu. L'aluminium qui ne peut être réutilisé en interne est valorisé en externe.

En 2009, sur les deux sites, la diminution du tonnage d'aluminium recyclé en externe est lié à la baisse de production.

2.3. Nuisances diverses

2.3.1. Nuisances olfactives

A Laigneville seulement, l'utilisation de produits aminés au cours du processus de noyautage est source potentielle de nuisances olfactives que la tour de lavage permet de réduire.

2.3.2.. Nuisances sonores

Les activités de MONTUPET SA peuvent provoquer d'éventuelles gênes sonores que nos règles de fonctionnement et l'entretien des machines visent à réduire. Le cahier des charges des machines intègre cette contrainte environnementale.

2.4 Prévention de la légionellose et suivi des tours de refroidissement

A Châteauroux, les tours aéro-réfrigérantes utilisées pour refroidir les eaux de refroidissement permettent de fonctionner en circuit fermé et d'économiser l'eau.

Elles peuvent cependant aussi favoriser le développement de légionella. Pour éviter toute contamination et prévenir les risques de légionellose, le site opère une surveillance rapprochée des installations : traitement préventif de l'eau, nettoyages réguliers des installations, contrôles mensuels du taux de bactéries par un laboratoire agréé.

Le site de **Laigneville** n'est pas équipé de tour aéro-réfrigérante.

3. Système de Management Environnemental (SME) / Démarche de certification ISO 14001

Sites	SME mis en place	Objectif certification ISO 14001
Châteauroux	Depuis septembre 2000	Obtenu en décembre 2000 Deuxième renouvellement obtenu en mars 2007 (ISO 14001 : 2004)
Laigneville	Depuis septembre 2003	Obtenu en décembre 2003 et Maintien du certificat en 2009 selon Version 2004

4. Mesures pour assurer la conformité de la société aux règlements applicables

Un service Environnement sur chaque site est chargé d'effectuer la veille réglementaire environnementale et de veiller au respect des exigences des arrêtés préfectoraux.

Les responsables de la qualité et de la Sécurité Environnement de chaque site sont les interlocuteurs de la DREAL. Les sites de Châteauroux et de Laigneville sont des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

Les sites communiquent régulièrement à l'administration les résultats des contrôles et suivis relatifs à l'environnement, tels que les analyses de rejets de l'usine dans l'air et dans l'eau, et la nature et le volume des déchets industriels éliminés.

5. Dépenses engagées pour la protection de l'environnement

A Châteauroux, des investissements ont été réalisés en 2009 à hauteur de 107 K€ :

- la maintenance des tours de refroidissement pour 45 K€,
- le désamiantage du sable cru pour 18 K€,
- le nettoyage de et la maintenance générale de la tour aéro-réfrigérante pour 13 K€,
- la mesure des rejets atmosphériques pour 10 K€,
les analyses obligatoires annuelles (légionelles, bassin de décantation, analyse piézométrique, sables de fonderie, station de détoxification) pour 10 K€,
- l'entretien de disconnecteurs pour 5 K€,
- l'analyse du risque de foudre sur les bâtiments pour 5 K€.

A Laigneville, de nombreux investissements ont été réalisés en 2009 à hauteur de 185 K€ :

- l'installation d'une machine de production de CO₂, pour 78 K€,
- le changement du disconnecteur et la réfection des eaux pluviales pour 74 K€,
- du matériel de mesure de contrôle, un plan de gestion des solvants, des audits de qualité ISO 14001 pour 33 K€.

6. Organisation pour la gestion de l'environnement

Organisation

Un service Environnement est présent sur chaque site. Il est chargé de piloter le système de management environnemental et de coordonner les actions « environnement » du site.

Sur chaque site existe un responsable de la Qualité et un responsable Sécurité Environnement et sur chaque secteur de chaque usine des correspondants environnement assurent le relais et la communication avec l'ensemble du personnel

Formation / Information

L'information et la formation relatives à l'environnement sont assurées selon les exigences de la norme ISO 14001 :

- formation des correspondants environnement et des auditeurs internes,
- information de l'ensemble du personnel sur l'actualité environnement et les sujets sensibles du type « tri des déchets », « précautions à prendre »,
- sensibilisation de tout nouvel embauché à la politique environnementale de l'entreprise,
- formation « produits chimiques » pour les employés qui en manipulent,
- formation du personnel dont le travail a un lien direct avec l'environnement,
- formations pour la prévention des incendies et des déversements accidentels.

Audits internes

Le responsable des systèmes QSE est également chargé d'organiser des audits internes permettant de mesurer les niveaux de performance et de progrès réalisés par la société dans le domaine environnemental.

Organisation pour la prévention des risques

Des scénarios de situation d'urgence ont été définis dans un Plan d'Opération Interne (POI).

Plusieurs scénarios d'urgence sont définis; ils précisent les réactions adéquates, les moyens et l'organisation à mettre en place pour minimiser les risques sur l'environnement.

Ils prennent en compte les risques liés aux incendies, aux explosions, et aux épandages accidentels.

7. Provisions et garanties en matière d'environnement

Néant hormis les couvertures d'assurance visées en rubrique « information sur les risques » du rapport de gestion.





COMPTES SOCIAUX

→ Bilan social au 31 décembre 2009	92
→ Compte de résultat social au 31 décembre 2009	94
→ Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2009	96
→ Éléments significatifs de l'exercice	96
→ 1. Règles et méthodes comptables	97
→ 2. Informations relatives au bilan et au compte de résultat	99
→ 3. Engagements financiers et autres informations	107
→ Tableau des filiales et participations	114



BILAN SOCIAL

AU 31 DÉCEMBRE 2009

BILAN - ACTIF	EXERCICE 2009 (euros)	EXERCICE 2008 (euros)
Frais de Recherche et Développement	593 867	1 089 899
Concessions, Brevets	357 586	509 479
Autres immobilisations incorporelles	99 850	114 850
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 051 303	1 714 228
Terrains	2 149 168	2 149 168
Constructions	5 203 700	5 747 099
Installations techniques, matériels et outillages industriels	24 766 909	29 816 683
Autres immobilisations corporelles	10 886 441	13 008 612
Immobilisations en cours	769 986	636 913
Avances et acomptes	120 000	405 750
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	43 896 204	51 764 225
Participations	80 353 129	61 266 909
Créances rattachées aux participations	12 534 906	23 100 000
Autres titres immobilisés	0	9 946 440
Prêts	46 988	45 458
Autres immobilisations financières	87 348	155 051
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	93 022 371	94 513 858
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	137 969 878	147 992 311
Matières premières, approvisionnements	19 821 655	29 756 683
Produits intermédiaires et finis	5 795 076	18 765 997
TOTAL STOCKS ET EN COURS	25 616 731	48 522 680
Avances versées sur commandes	1 306 052	767 314
Clients et comptes rattachés	37 346 985	51 163 365
Autres créances	19 674 367	8 832 190
TOTAL CRÉANCES D'EXPLOITATION	58 327 404	60 762 869
Valeurs mobilières de placement	1 663 115	0
Disponibilités	966 423	291 340
Charges constatées d'avance	231 055	963 333
TOTAL ACTIF CIRCULANT	86 804 728	110 540 222
Écarts de conversion actif	135 934	127 438
TOTAL GÉNÉRAL	224 910 540	258 659 971

BILAN - PASSIF	EXERCICE 2009 (euros)	EXERCICE 2008 (euros)
Capital social ou individuel	16 389 809	17 440 440
Primes d'émission, de fusion, d'apport	20 514 120	20 514 120
Réserve légale	1 587 105	1 587 105
Réserves réglementées	0	0
Autres réserves	0	3 266 915
Report à nouveau	(35 271 462)	178 019
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	32 909 929	(29 820 588)
Subventions d'investissement	82 499	0
Provisions réglementées	8 118 347	7 643 709
TOTAL CAPITAUX PROPRES	44 330 347	20 809 720
Avances conditionnées	420 000	778 602
TOTAL FONDS PROPRES	44 750 347	21 588 322
Provisions pour risques	209 285	175 788
Provisions pour charges	0	0
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	209 285	175 788
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	95 667 465	107 828 136
Emprunts et dettes financières divers	348 871	431 011
Avances et acomptes recus	5 681 240	4 946 689
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 107 207	33 617 335
Dettes fiscales et sociales	9 527 110	12 122 814
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	810 536	2 143 410
Autres dettes	35 874 212	70 893 383
Produits constatés d'avance	1 810 098	4 766 995
TOTAL DETTES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	179 826 739	236 749 773
Ecarts de conversion passif	124 169	146 088
TOTAL PASSIF	224 910 540	258 659 971

COMPTE DE RÉSULTAT

AU 31 DÉCEMBRE 2009

	EXERCICE 2009 (euros)	EXERCICE 2008 (euros)
Production vendue de biens	158 163 013	287 808 833
Production vendue de services	1 181 437	796 363
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	159 344 450	288 605 196
Production stockée	(9 151 406)	9 438 516
Production immobilisée	392 348	602 025
Subventions d'exploitation	331 622	177 480
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	23 058 222	8 874 795
Autres produits	688 779	2 982 341
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	174 664 015	310 680 353
Achat de matières premières et autres approvisionnements	38 416 909	145 438 665
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)	5 847 579	501 281
Autres achats et charges externes	79 905 229	93 024 558
Impôts, taxes et versements assimilés	3 251 995	4 761 657
Salaires et traitements	33 113 493	44 279 321
Charges sociales	13 830 430	18 947 521
Dotations aux amortissements sur immobilisations	10 033 530	15 585 169
Dotations aux provisions sur actif circulant	1 507 390	4 607 448
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	0
Autres charges	304 587	483 274
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	186 211 142	327 628 894
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(11 547 127)	(16 948 541)
Produits financiers de participation	48 752 639	0
Autres intérêts et produits assimilés	18 386	269 453
Reprises sur provisions et transferts de charges	670 883	285 683
Différences positives de change	717 047	3 390 192
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	7 997	1 094
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	50 166 952	3 946 422
Dotations financières aux amortissements et provisions	3 185 934	127 438
Intérêts et charges assimilées	3 453 927	8 076 147
Différences négatives de change	981 014	2 930 450
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	7 620 875	11 134 035

RÉSULTAT FINANCIER	42 546 077	(7 187 613)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	30 998 950	(24 136 154)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	49 062	22 503
Produits exceptionnels sur opérations en capital	485 000	3 300
Reprises sur provisions et transferts de charges	961 516	4 522 765
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 495 578	4 548 568
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 376 696	344 937
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	365 929	18 854
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 461 154	13 533 685
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 203 779	13 897 476
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(1 708 201)	(9 348 908)
Impôts sur les bénéfices	(3 619 180)	(3 664 474)
RÉSULTAT	32 909 929	(29 820 588)

ANNEXE SOCIALE

AU 31 DÉCEMBRE 2009

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009. Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 26 avril 2010 par le Conseil d'Administration.

ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1. Apport partiel d'actifs à la société FRANÇAISES DE ROUES

MONTUPET SA a apporté sa branche d'activité roues à sa filiale FRANÇAISES DE ROUES, détenue à 100 %, apport qui a été approuvé par l'Assemblée Générale du 30 juin 2009 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2009. Les titres de participation correspondants figurent au bilan chez MONTUPET SA pour 4.554.720 euros. Ils comprennent la perte intercalaire du 1^{er} semestre 2009 de l'activité roues, estimée à 3.800.000 euros.

Une provision pour dépréciation de ces titres de participation d'un montant de 2.300.000 euros a été constatée au 31 décembre 2009.

MONTUPET SA a consenti à sa filiale FRANÇAISES DE ROUES une avance en compte courant d'un montant de 8.140.780 euros pour financer son besoin en fond de roulement.

Les frais de personnel relatifs à l'activité roues du 1^{er} semestre 2009 figurent dans les frais de personnel de MONTUPET SA pour 7.093.505 euros. Ils ont été refacturés à sa filiale FRANÇAISES DE ROUES et sont comptabilisés en transferts de charges d'exploitation.

2. Participations et opérations de financement entre les sociétés du groupe

MONTUPET SA a souscrit à une augmentation de capital de sa filiale bulgare, MONTUPET EOOD, à hauteur de 17.600.000 euros par capitalisation de ses créances rattachées à ses participations sur sa filiale. Les titres de participation dans MONTUPET EOOD s'élèvent donc à 34.657.556 euros au 31 décembre 2009.

Compte tenu de cette capitalisation et d'avances complémentaires versées en 2009 pour 5.960.928 euros, les créances rattachées aux participations dans MONTUPET EOOD s'élèvent à 11.460.928 euros au 31 décembre 2009. MONTUPET EOOD a également bénéficié en 2009 d'une avance en compte courant pour 6.449.172 euros.

Pour MONTUPET EOOD, l'année 2009 correspond à une phase de démarrage. L'exploitation réelle commencera en 2010.

MONTUPET SA a consenti au cours de l'année 2009 une avance de 1.073.978 euros à sa filiale chinoise, MONTUPET CHANGZHOU.

La construction de l'usine a été suspendue et une provision pour dépréciation des titres de participation de MONTUPET CHANGZHOU d'un montant de 750.000 euros a été constatée au 31 décembre 2009.

MONTUPET LIMITÉE a consenti en 2009 une avance en compte courant à MONTUPET SA d'un montant de 8.227.309 euros au 31 décembre 2009.

MONTUPET SA a constaté dans ses produits financiers un dividende de 48.752.639 euros provenant de sa filiale MONTUPET UK, payé par compensation avec le prêt de même montant qui lui avait été consenti par sa filiale. Ce prêt se trouve donc remboursé dans son intégralité au 31 décembre 2009.

3. Actions propres

Les actions propres d'un montant de 9.946.439 euros ont été annulées en 2009, par imputation sur les capitaux propres, conformément à la décision de l'AGE du 30 juin 2009.

4. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

La dette financière de MONTUPET SA a fait l'objet d'un refinancement. Une Convention de Crédit a été signée en date du 29 juillet 2009 entre MONTUPET SA et un pool bancaire composé de la Banque de l'Économie, du Commerce et de la Monétique, du CIC, du LCL, de la BNP PARIBAS, de NATIXIS, et du Crédit du Nord, aux termes de laquelle les banques ont consenti à MONTUPET SA un crédit à terme de 82.650.000 euros, un crédit revolving de 36.900.000 euros et un découvert autorisé de 1.000.000 euros. Ces crédits, destinés au financement des besoins généraux de MONTUPET SA, se sont substitués aux anciennes lignes de crédit.

5. Intégration fiscale

Une convention d'intégration fiscale a été signée le 28 avril 2009 entre MONTUPET SA et sa filiale FRANÇAISE DE ROUES. Elle a été conclue pour la durée d'intégration fiscale de la SAS FRANÇAISE DE ROUES qui a commencé à courir le 1^{er} janvier 2009.

Cette convention prévoit que :

- la société MONTUPET supporte personnellement l'impôt sur les sociétés afférent aux bénéfices et aux plus-values réalisés par la société FRANÇAISE DE ROUES, de même que la contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés afférent aux bénéfices et aux plus-values réalisés par la société FRANÇAISE DE ROUES ;
- en cas de déficit, la société MONTUPET conservera à titre définitif l'économie d'impôt sur les sociétés procurée à cette dernière par la prise en compte du déficit de la société FRANÇAISE DE ROUES et, qu'en conséquence, la société FRANÇAISE DE ROUES ne pourra bénéficier du report de son déficit ;
- la société MONTUPET reversera à la société FRANÇAISE DE ROUES le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt apprentissage obtenus de son fait.

1. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables applicables en France.

1.1. ACTIF IMMOBILISÉ

a) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles ont été évaluées en tenant compte des règles comptables relatives, d'une part à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs (règlement CRC 04-06) et d'autre part à l'amortissement et à la dépréciation des actifs (règlement CRC 02-10 modifié par le règlement CRC 03-07).

Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations sont les suivantes :

- pour les immobilisations corporelles :

Constructions	20 ans
Agencement et installations	6 à 20 ans
Matériel et outillage	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	4 ans
- pour les immobilisations incorporelles :

Brevets	5 ans
Frais de développement	4 ans
Logiciels	1 à 5 ans

Les pièces de rechange et les pièces de sécurité dont l'utilisation prévue est supérieure à un an sont comptabilisées en immobilisations corporelles, dans la catégorie du « matériel et outillage ». La durée d'amortissement de ces pièces est fonction de la durée d'amortissement de l'immobilisation à laquelle elles se rattachent.

b) Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. Ils peuvent faire l'objet de dépréciation si les perspectives de la filiale font apparaître un risque de perte de valeur.

Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur valeur d'entrée. Elles peuvent faire l'objet de provisions lorsqu'il existe un risque de non recouvrement.

1.2. STOCKS ET EN-COURS

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré - premier sorti (FIFO). Les frais de stockage ne sont pas pris en compte pour cette évaluation.

Les produits et en-cours de production sont évalués à leur coût de production. Les charges fixes de fabrication sont prises en compte sur la base de la production réelle de la période de référence.

Les stocks et en-cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision selon les règles suivantes :

Matières premières

Une provision est constituée dès lors que le prix d'achat du mois suivant la clôture est inférieur au coût d'acquisition.

Fournitures, matières consommables et emballages

Une provision est constituée pour les produits à rotation lente.

En-cours d'outillages

La dépréciation représente la différence entre le prix de revient et le prix de vente, lorsque celui-ci lui est inférieur.

En-cours de pièces et produits finis

La dépréciation représente la différence entre le prix de revient et la valeur réalisable, lorsque celle-ci lui est inférieure. Les pièces de rechange rentrent toutes dans le cycle de production et ont une durée de vie inférieure à un an. Les pièces de sécurité dont l'utilisation prévue est supérieure à un an sont retraitées en immobilisations corporelles. Elles sont amorties sur la durée d'amortissement de l'immobilisation à laquelle elles se rattachent.

1.3. CRÉANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du dernier taux de change à la clôture de l'exercice, à l'exception des emprunts aux filiales.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité.

1.4. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute correspond au coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

1.5. AVANCES CONDITIONNÉES

Les avances conditionnées sont des aides financières remboursables.

1.6. PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation se composent du chiffre d'affaires, de la production stockée, de la production immobilisée, des subventions d'exploitation, des transferts de charges et des autres produits.

Le chiffre d'affaires inclut essentiellement les ventes de produits finis et l'ensemble des revenus sur outillages. Pour les ventes de produits ou d'outillages, il est enregistré à la date à laquelle le groupe a transféré à l'acheteur l'essentiel des risques et avantages liés à la propriété et n'est plus impliqué dans la gestion, ni le contrôle effectif des biens cédés.

Du fait des incertitudes pesant sur les indemnités compensatoires pouvant être versées par les constructeurs, elles sont comptabilisées au fur et à mesure de leur encaissement.

2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

2.1. ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

	Valeurs brutes au 01.01.2009	Acquisitions	Cessions ou reprises	Valeurs brutes au 31.12.2009
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	3 159 612	0	1 175 483	1 984 129
Autres immobilisations incorporelles	2 572 798	157 549	210 957	2 519 390
TOTAL 1	5 732 410	157 549	1 386 440	4 503 519
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 649 168	0	0	2 649 168
Constructions	13 238 290	(360)	177 524	13 060 406
Matériel & outillage industriel	129 805 382	2 636 033	53 879 631	78 561 784
Agencements et installations	45 494 702	802 646	13 105 838	33 191 510
Matériel informatique et mobilier de bureau	2 787 647	11 471	231 016	2 568 102
TOTAL 2	193 975 189	3 449 790	67 394 009	130 030 970
Immobilisations en cours	636 913	386 694	253 621	769 986
Avances et acomptes	405 750	120 000	405 750	120 000
TOTAL 3	1 042 663	506 694	659 371	889 986
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations	84 366 909	29 171 126	17 600 000	95 938 035
Prêts	45 458	7 350	5 820	46 988
Autres immobilisations financières	10 101 491	49 821	10 063 964	87 348
TOTAL 4	94 513 858	29 228 297	27 669 784	96 072 371
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	295 264 120	33 342 330	97 109 604	231 496 846

Les cessions ou reprises d'immobilisations comprennent le transfert des actifs à la société FRANÇAISE DE ROUES pour un montant de 62.559.737 euros : 130.855 euros relatifs aux immobilisations incorporelles, 62.370.994 euros relatifs aux immobilisations corporelles et 57.888 euros relatifs aux autres immobilisations financières.

2.2. ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

2.2.1. État des amortissements comptables

	Au 01.01.2009	Dotations	Reprises	Au 31.12.2009
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	2 069 713	496 032	1 175 483	1 390 262
Autres immobilisations incorporelles	1 948 469	313 140	199 654	2 061 955
Immobilisations corporelles				
Constructions	7 491 191	543 039	177 525	7 856 705
Matériel et outillage industriel	99 988 699	6 004 313	52 198 137	53 794 875
Agencements et installations	33 059 128	2 439 265	12 846 556	22 651 837
Matériel et mobilier de bureau	2 214 609	237 741	231 017	2 221 333
TOTAL	146 771 809	10 033 530	66 828 372	89 976 967

Dans les reprises d'amortissements, figurent les amortissements transférés à la société FRANÇAISES DE ROUES pour un montant de 60.915.699 euros, amortissements relatifs aux immobilisations cédées dans la cadre de l'apport partiel d'actifs.

2.2.2. État des amortissements dérogatoires

	Au 01.01.2009	Augmentations	Diminutions	Au 31.12.2009
Matériel et outillage industriel	7 643 709	1 436 154	961 516	8 118 347
TOTAL	7 643 709	1 436 154	961 516	8 118 347

2.3. ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières s'analysent comme suit :

	Valeurs brutes au 01.01.2009	Acquisitions	Remboursements ou cessions	Valeurs brutes au 31.12.2009
Titres de participation ⁽¹⁾	61 266 909	22 136 220	0	83 403 129
Créances rattachées à des participations ⁽²⁾ et ⁽³⁾	23 100 000	7 034 906	17 600 000	12 534 906
Autres titres immobilisés ⁽⁴⁾	9 946 439	0	9 946 439	0
Prêts ⁽⁵⁾	45 458	7 350	5 820	46 988
Dépôts et cautionnements	155 051	49 821	117 524	87 348
TOTAL	94 513 857	29 228 297	27 669 783	96 072 371

(1) Correspond à l'augmentation des titres de participation dans MONTUPET EOOD, à hauteur de 17.600.000 euros, et à l'augmentation des titres de participation dans FRANÇAISES DE ROUES, à hauteur de 4.536.220 euros.

(2) Correspond aux avances sur augmentation de capital à MONTUPET EOOD pour 5.960.928 euros et aux avances à MONTUPET CHANGZHOU pour 1.073.978 euros.

(3) Correspond à la capitalisation des créances rattachées à des participations dans MONTUPET EOOD pour 17.600.000 euros.

(4) Correspond à l'annulation des actions propres, conformément à la décision de l'AGE du 30 juin 2009.

(5) Les prêts au 31 décembre 2009 représentent, pour l'essentiel, la participation des employeurs à l'effort de construction.

2.4. ÉTAT DES STOCKS

Ce poste s'analyse comme suit :

	Valeurs brutes au 31.12.2009	Dépréciation	Valeurs nettes au 31.12.2009
Matières premières	2 566 885	0	2 566 885
Autres approvisionnements	8 381 892	129 842	8 252 050
En cours pièces	1 336 720	100 682	1 236 038
En cours outillages	9 254 107	336 441	8 917 666
Emballages	112 900	27 847	85 053
Produits finis	4 757 032	197 994	4 559 038
TOTAL	26 409 536	792 806	25 616 730

2.5. ÉTAT DES PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION

NATURE DES PROVISIONS	Montant au 01.01.2009	Dotations	Reprises ou reclassements	Montant au 31.12.2009
Provision pour dépréciation des terrains	500 000	0	0	500 000
Provisions sur immobilisations financières ⁽¹⁾	0	3 050 000	0	3 050 000
Provisions sur stocks et en cours	4 045 735	792 806	4 045 735	792 806
Provisions sur comptes clients ⁽²⁾	561 713	714 584	359 619	916 678
TOTAL	5 107 448	4 557 390	4 405 354	5 259 484

(1) Une provision pour dépréciation des titres de participation de FRANÇAISES DE ROUES et de MONTUPET CHANGZHOU a été constatée pour respectivement 2.300.000 euros et 750.000 euros.

(2) Au 1^{er} janvier 2009, figurait dans les provisions pour dépréciation des comptes clients, une provision concernant les comptes clients relatifs à l'activité roues pour 309.640 euros. Cette provision a été neutralisée chez MONTUPET SA et transférée chez la SAS FRANÇAISES DE ROUES.

2.6. ÉTAT DES CRÉANCES ET DES DETTES

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut au 31.12.2009	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	12 534 906	0	12 534 906
Prêts	46 988	1 530	45 458
Autres immobilisations financières (dépôts et cautionnements)	87 348	0	87 348
Clients douteux ou litigieux	0	0	0
Autres créances clients et comptes rattachés	38 263 663	37 291 885	971 778
Personnel et comptes rattachés	61 874	61 874	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	393 411	393 411	0
État et autres collectivités publiques			
- Impôts sur les bénéfices	3 487 650	3 487 650	0
- Taxe sur la valeur ajoutée	707 348	653 740	53 608
- Autres impôts, taxes et versements assimilés	80	80	0
Divers			
- Groupe et associés	14 945 959	356 007	14 589 952
- Débiteurs Divers	78 045	78 045	0
- Charges constatées d'avance	231 055	231 055	0
TOTAL	70 838 327	42 555 277	28 283 050
Prêts accordés en cours d'exercice	7 350		
Remboursements obtenus en cours d'exercice	5 820		

ÉTAT DES DETTES	Montant brut au 31.12.2009	A 1 an au plus	A plus d'1 an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	95 667 465	21 282 465	74 385 000	0
Emprunts et dettes financières divers	348 871	348 871	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	30 107 207	30 107 207	0	0
Personnel et comptes rattachés	2 598 553	2 598 553	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 096 359	5 096 359	0	0
Etat et autres collectivités publiques				
- Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
- Taxe sur la valeur ajoutée	1 049 729	1 049 729	0	0
- Autres impôts taxes et assimilés	782 469	782 469	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	810 536	810 536	0	0
Divers				
- Groupe et associés	35 495 570	429 617	35 065 953	0
- Créiteurs Divers	378 642	378 642	0	0
- Produits constatés d'avance	1 810 098	1 810 098	0	0
TOTAUX	174 145 499	64 694 546	109 450 953	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	5 850 000			

2.7. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2009, MONTUPET SA détient 16 parts de SICAV « Union Institutionnel » comptabilisées à 1.663.115 euros, d'une valeur liquidative de 1.663.326 euros.

2.8. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL ET VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Le capital social est composé de 10.782.769 actions d'une valeur nominale de 1,52 euros, soit 16.389.809 euros au 31 décembre 2009.

CATÉGORIE D'ACTION (toutes de valeur nominale 1,52 €)	Nombre de titres		
	2008	Variation	2009
Actions à droit de vote simple	7 424 210	(672 724)	6 751 486
Actions à droit de vote double	3 358 559	672 724	4 031 283
Actions auto-détenues (sans droit de vote)	691 205	(691 205)	0
TOTAL	11 473 974	(691 205)	10 782 769

La variation des capitaux propres au cours des 2 dernières années s'analyse comme suit :

Capitaux propres au 01.01.2008	54 408 767
Distribution de dividendes	(1 401 760)
Provisions réglementées	(2 376 699)
Perte 2008	(29 820 588)
CAPITAUX PROPRES AU 31.12.2008	20 809 720
Réduction du capital social	(1 050 632)
Diminution du report à nouveau	(8 895 808)
Provisions réglementées	474 638
Subvention d'investissement	82 499
TOTAL	11 420 418
Bénéfice 2009	32 909 929
CAPITAUX PROPRES AU 31.12.2009	44 330 347

2.9. ÉTAT DES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

NATURE DES PROVISIONS	Montant au 01.01.2009	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31.12.2009
Amortissements dérogatoires	7 643 709	1 436 154	961 516	8 118 347
TOTAL	7 643 709	1 436 154	961 516	8 118 347

2.10. ÉTAT DES AVANCES CONDITIONNÉES

	Solde au 01.01.2009	Avances 2009	Remboursements 2009	Solde au 31.12.2009	dont à moins 1 an
Avances de l'ANVAR ⁽¹⁾	710 000	60 000	350 000	420 000	0
Avance de la Région Centre	68 602	0	68 602	0	0
TOTAL	778 602	60 000	418 602	420 000	0

(1) Les avances de l'ANVAR sont des aides à l'innovation. Le remboursement de 2009 correspond au transfert à la SAS FRANÇAISES DE ROUES d'une subvention relative à l'activité roues.

2.11. ÉTAT DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

NATURE DES PROVISIONS	Montant au 01.01.2009	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31.12.2009
Provisions pour pertes de change	127 438	135 935	127 438	135 935
Autres provisions pour risques et charges	48 350	25 000	0	73 350
TOTAL	175 788	160 935	127 438	209 285

2.12. ÉTAT DES EMPRUNTS ET DETTES AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	Solde au 01.01.2009	Emprunts 2009	Remboursements 2009	Solde au 31.12.2009	dont à moins 1 an
Autres emprunts (hors intérêts courus)	88 500 000	0	88 500 000	0	0
Tirage sur Tranche A	0	82 650 000	0	82 650 000	8 265 000
TOTAL	88 500 000	82 650 000	88 500 000	82 650 000	8 265 000

Ces emprunts, soit	82 650 000
cumulés aux concours bancaires courants pour	13 017 465
Représentent la rubrique du bilan « emprunts et dettes auprès des établissements de crédit »	95 667 465

La dette financière de MONTUPET SA a fait l'objet d'un refinancement.

En effet, une Convention de Crédit a été signée en date du 29 juillet 2009 entre MONTUPET SA et ses banques, la Banque de l'Économie, du Commerce et de la Monétique, le CIC, le LCL, BNP PARIBAS, NATIXIS et le Crédit du Nord, aux termes de laquelle les prêteurs ont consenti à MONTUPET SA :

- un crédit à terme de 82.650.000 euros, appelé Tranche A,
- un crédit revolving de 36.900.000 euros, appelé Tranche B,
- et, un découvert autorisé de 1.000.000 euros

sachant que le total de ces engagements représente un montant en principal cumulé maximum de 120.550.000 euros. Ces crédits, destinés au financement des besoins généraux de MONTUPET SA, se substituent aux anciennes lignes de crédit.

Répartition des crédits :

	Tranche A	Tranche B	Découvert
BECM	24 000 000	8 900 000	
BNP PARIBAS	20 000 000	10 000 000	
CIC	16 000 000	4 000 000	1 000 000
CREDIT DU NORD	6 000 000	5 000 000	
LCL	6 000 000	5 000 000	
NATIXIS	10 650 000	4 000 000	
TOTAL	82 650 000	36 900 000	1 000 000
Dont lignes utilisées au 31/12/2009	82 650 000	13 000 000	0

2.13. CRÉANCES ET DETTES REPRÉSENTÉES PAR DES EFFETS DE COMMERCE

Créances clients et comptes rattachés	6 214 085
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 019 886
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	63 206
TOTAL	2 083 092

2.14. ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

Titres de participations	83 403 129
Créances rattachées à des participations	12 534 906
Acomptes versés sur commandes	1 146 137
Clients et comptes rattachés	3 591 328
Créances diverses	14 945 959
TOTAL	115 621 459
Fournisseurs et comptes rattachés	18 174 937
Fournisseurs d'immobilisations	0
Dettes diverses	35 495 570
TOTAL	53 670 507
Autres produits financiers	48 752 639
Charges financières	4 462 896

2.15. PRODUITS À RECEVOIR

Créances clients et comptes rattachés	1 358 963
Autres créances	9 621
État : crédit d'impôt Recherche	3 429 122
État : crédit d'impôt Apprentissage	58 528
TOTAL	4 856 234

2.16. CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Achats et prestations de services constatés d'avance	231 055
--	---------

2.17. PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Facturation constatée d'avance sur outillages	1 810 098
---	-----------

2.18. CHARGES À PAYER

Emprunts et dettes financières divers	244
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 136 004
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	226 453
Dettes fiscales et sociales	5 063 906
Autres dettes (clients : avoirs à établir)	207 185
Autres dettes	82 948
TOTAL	10 716 740

2.19. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Activité pièces mécaniques	138 107 023
Vente de roues	21 003 046
Ventes diverses (services et autres)	234 381
TOTAL	159 344 450
France	78 771 816
Étranger	80 572 634
TOTAL	159 344 450

Les ventes de roues correspondent à la facturation de roues effectuée par MONTUPET SA pour le compte de sa filiale FRANÇAISE DE ROUES, sans constatation de marge.

Dans le chiffre d'affaires, figurent des indemnités compensatrices versées par les constructeurs qui couvrent des pertes d'exploitation.

2.20. VENTILATION DU RÉSULTAT

Résultat courant avant impôt	30 998 950
Résultat exceptionnel	(1 708 201)
Crédit d'impôt recherche	3 571 852
Crédit d'impôt apprentissage	47 328
BÉNÉFICE COMPTABLE	32 909 929

3. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

3.1. CRÉDIT-BAIL

	Restaurant Inter entreprises La Martinerie
VALEUR D'ORIGINE	457 347
Amortissements	
Cumul exercices antérieurs	348 249
Dotations de l'exercice	44 842
TOTAL	393 091
Redevances payées	
Cumul exercices antérieurs	482 760
Exercice 2009	53 820
TOTAL	536 580
Redevances restant à payer	
A un an au plus (2010)	31 395
A plus d'un an et cinq ans au plus	0
TOTAL	31 395
Valeur résiduelle à la fin du contrat	16 769
Montant pris en charge dans l'exercice	53 820

3.2. MONTANT DES ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS CRÉDIT-BAIL

3.2.1. Engagements donnés

	Montant en devises	Contrevaleur en euros	Par	Au profit de	Tirage au profit de
Garantie en faveur de l'institution gouvernementale « Invest Northern Ireland » couvrant le remboursement éventuel d'une ancienne subvention	2,282 M GBP	2 590 298 €	MONTUPET SA	INVEST NORTHERN IRELAND	MONTUPET UK
Lettres de garantie émises en faveur de fournisseurs de métal de FRANCAISE DE ROUES	0	3 300 000 €	MONTUPET SA	FOURNISSEURS DE MÉTAL	FRANCAISE DE ROUES
Lettre de garantie émise en faveur d'un fournisseurs de métal de MONTUPET EOOD	0	5 000 000 €	MONTUPET SA	FOURNISSEURS DE MÉTAL	MONTUPET EOOD
TOTAL	0 €	10 890 298 €			

3.2.2. Engagements donnés en vue du maintien des prêts consentis par les établissements de crédit à MONTUPET SA

MONTUPET SA s'est engagée, dans le cadre de la Convention de Crédit signée avec ses banques (Cf. paragraphe 2.12) :

- à céder ses créances clients, à titre de garantie,
- à faire en sorte que le montant nominal total des créances cédées soit au moins égal à 70 % du montant des Tirages au titre du Crédit B, qui s'élevait à 13 000 000 euros au 31 décembre 2009 ;
- et, à respecter, sur la base des comptes consolidés, les ratios suivants :

	Au 31.12.2009	Au 30.06.2010	Au 31.12.2010	Au 30.06.2011	Au 31.12.2011
Montant des Fonds Propres au moins égal à	105 000 000	105 000 000	125 000 000	125 000 000	135 000 000
Montant de la Dette Nette inférieure ou égal à	105 000 000	105 000 000	110 000 000	110 000 000	90 000 000
Ratio de Gearing	< 1	< 1	< 0,88	< 0,88	< 0,66
Ratio Dette Nette / MBA			< 3,5	< ou = à 3	< ou = à 3

Au 31 décembre 2009, MONTUPET SA respecte l'ensemble des engagements de la Convention de Crédit.

Outre le respect des ratios précités, les établissements de crédit requièrent le respect des lois et règlements, la limitation à l'octroi de sûretés sur l'un quelconque de ses actifs, une restriction aux cessions d'actifs, aux opérations de restructuration et aux acquisitions.

3.2.3. Autres engagements donnés

Agios sur emprunts en cours

Les lignes de crédit visées au paragraphe 2.12. sont utilisables par tirages d'une durée variable dont les montants sont fonction des besoins généraux de MONTUPET. Les engagements d'intérêts sur ces lignes de crédit ne peuvent donc être chiffrés au 31 décembre 2009.

Soldes sur commandes d'immobilisations en cours au 31 décembre 2009

Le solde sur commandes d'immobilisations en cours au 31 décembre 2009 s'élève à 686.294 euros.

Engagements de retraite

Le total des engagements de retraite de l'entreprise vis-à-vis des membres de son personnel s'élève à la somme de 2.369.858 euros, charges comprises (régime à prestations définies à gestion interne).

Les principales hypothèses économiques et sociales utilisées dans l'évaluation du calcul prennent en compte un âge de la retraite à 65 ans, un taux d'actualisation de 3,90 % pour 2009, correspondant au taux moyen de règlement des obligations (TMO), l'application de la table de vie TV 73/77, un taux de rotation en fonction de l'âge et une évolution des salaires variant selon l'âge et la catégorie.

Engagement au titre du Droit Individuel de Formation (instauré par la Loi n° 204-391 du 4 mai 2004)

Les salariés justifiant d'une ancienneté d'au moins un an peuvent faire valoir leur droit au titre du Droit Individuel de Formation. Conformément à l'accord de branche, les droits ont été acquis dès le 1^{er} janvier 2004.

Droit individuel à la formation	Solde au 31.12.2008	Droits acquis au 01.01.2009	Droits utili- sés en 2009	Droits n'ayant pas donné lieu à demande	Solde au 31.12.2009
Nombre d'heures	65 823	19 789	4 981	5 138	75 493

Les droits n'ayant pas donné lieu à demande correspondent aux droits non utilisés par les salariés qui ont quitté l'entreprise au cours de l'exercice.

3.2.4. Engagements reçus

Cautions reçues des fournisseurs d'immobilisations	120 000
Cautions reçues des fournisseurs de biens et services	48 850
Cautions bancaires	49 254
Hypothèque de MONTUPET Limitée sur l'universalité de ses biens meubles et immeubles garantissant ses engagements envers MONTUPET SA (36 millions CAD)	23 796 933

3.3. INCIDENCES DES ÉVALUATIONS FISCALES DÉROGATOIRES

La dotation aux amortissements dérogatoires de l'exercice s'élève à 1.436.154 euros. Quant à la reprise de provisions pour amortissements dérogatoires, elle s'élève à 961.516 euros.

3.4. ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

NATURE DES DIFFÉRENCES TEMPORAIRES

Accroissement

Amortissements dérogatoires	1 436 154
Accroissement correspondant de la dette future d'impôt	478 718

Allègement

Contribution sociale de solidarité 2009	286 199
Allègement correspondant de la dette future d'impôt	95 400

Le déficit fiscal de l'exercice s'élève à 14.024.734 euros. Compte tenu de déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent de 45.883.090 euros, le total des déficits restant à reporter au 31 décembre 2009 s'élève à 59.907.824 euros.

3.5. FRAIS DE PERSONNEL

Les charges de personnel apparaissant au Compte de Résultat pour 46.943.922 euros comprennent la rémunération des salariés transférés à sa filiale FRANÇAISES DE ROUES jusqu'au 30 juin 2009, date d'effet juridique de l'apport partiel d'actif, évaluée à 7.093.505 euros.

MONTUPET SA a répercuté ces frais de personnel à sa filiale par le biais d'une refacturation, comptabilisée en transferts de charges d'exploitation.

Les frais de personnel de MONTUPET SA, ainsi retraités, s'établissent à 39.850.417 euros.

3.6. RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Des jetons de présence ont été provisionnés en 2009, pour MM. FEUILLET et BERRUYER, à raison de 5.000 euros chacun.

MM. MAGNAN et MAJUS perçoivent respectivement une rémunération nette de 944.385 euros et 624.153 euros, incluant les avantages sociaux, versée par MFT MONTUPET Snc, et bénéficient de cotisations sociales à hauteur de 47.302 euros chacun. MONTUPET SA supporte 67,6 % de ces montants.

M. CROZET perçoit une rémunération brute de 260.612 euros, incluant les avantages sociaux, versée par MONTUPET SA et de 30.000 euros versés par MFT MONTUPET Snc, dont MONTUPET SA supporte 67,6 %.

3.7. VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN ET DE L'EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE

Dirigeants et cadres	108
Agents de maîtrise, techniciens et employés	301
Ouvriers	880
EFFECTIF MOYEN 2009	1 289

L'effectif moyen tient compte des salariés de la branche d'activité « Roues » qui ont fait partie des effectifs de MONTUPET SA jusqu'au 30 juin 2009, date d'effet juridique de l'apport partiel d'actif.
A titre indicatif, la ventilation de l'effectif au 31 décembre 2009 est la suivante :

Dirigeants et cadres	99
Agents de maîtrise, techniciens et employés	250
Ouvriers	662
EFFECTIF AU 31.12.2009	1 011

3.8. REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION

Le poste « reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges d'exploitation » dans le Compte de Résultat s'élève à 23.058.222 euros.

Il se décompose comme suit :

• Reprise de provisions sur stocks	4.045.735
• Reprise de provisions sur créances douteuses	49.979
• Transferts de charges d'exploitation	18.962.508

Des charges relatives à l'activité « Roues » ont été supportées par MONTUPET SA principalement au premier semestre 2009. Elles ont fait l'objet de refacturations à sa filiale FRANÇAISES DE ROUES via les transferts de charges d'exploitation.

Ces transferts de charges d'exploitation correspondent à :

• la refacturation des frais de personnel du premier semestre 2009 à FRANÇAISES DE ROUES pour	7.093.505
• la refacturation de prestations diverses à FRANÇAISES DE ROUES pour	6.243.097
• la refacturation à FRANÇAISES DE ROUES de charges payées pour son compte pour	4.423.230
• des refacturations diverses à sa filiale MONTUPET EOOD pour	668.784
• des refacturations diverses à ses filiales ALUMALSA et MONTUPET UK pour	182.527
• des refacturations à des organismes de formation et divers pour	351.365

3.9. PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Les pertes et les gains de change proviennent principalement des écarts sur les règlements clients et fournisseurs en devises.

Une dotation aux provisions pour dépréciation des titres de participation FRANÇAISES DE ROUES a été comptabilisée pour 2.300.000 euros.

Une dotation aux provisions pour dépréciation des titres de participation MONTUPET CHANGZHOU a été comptabilisée pour 750.000 euros.

Les intérêts et charges assimilées d'un montant de 3.453.927 euros se décomposent en intérêts payés sur les crédits bancaires pour 2.041.031 euros et en intérêts sur les comptes courants des filiales pour 1.412.896 euros.

Les produits des titres de participation d'un montant de 48.752.639 euros représentent le dividende provenant de MONTUPET UK.

Les transferts de charges financières, d'un montant de 543.445 euros, correspondent à la rémunération du compte courant FRANÇAISES DE ROUES au 31 décembre 2009.

3.10. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

• PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 495 578
• Produits exceptionnels sur opérations de gestion	49 062
Ils correspondent :	
- à des régularisations clients pour	48 125
- à des produits divers pour	937
• Produits exceptionnels sur opérations en capital	485 000
Ils représentent le prix de vente de trois maisons.	
• Reprises sur amortissements et provisions exceptionnels	961 516
Elles représentent la reprise des amortissements dérogatoires.	
• CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 203 779
• Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 376 696
Elles correspondent :	
- à des indemnités pour rupture de contrats fournisseurs pour (1).....	1 200 002
- à des indemnités pour rupture de contrat d'un commissionnaire.....	110 000
- à des indemnités d'expatriation et autres charges liées à l'expatriation pour	42 397
- à des charges suite à un sinistre	19 321
- à une indemnité salariale pour	3 080
- à des charges diverses pour	1 896
• Charges exceptionnelles sur opérations en capital	365 929
Elles représentent la valeur nette comptable d'éléments d'actif cédés.	
• DOTATIONS EXCEPTIONNELLES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 461 154
Elles correspondent :	
- aux amortissements dérogatoires pour.....	1 436 154
- à une provision complémentaire pour litiges salariaux	25 000

(1) Il s'agit de dédommagements versés à des sous-traitants pour rupture de contrats suite à des annulations de commandes clients.

3.11. Frais de recherche et développement - Crédit d'impôt recherche

Au titre de l'exercice 2009, aucun coût de développement n'a été activé. En revanche, la société a constaté un crédit d'impôt recherche d'un montant de 3.352.223 euros dans ses comptes au 31 décembre 2009, correspondant à 40 % des dépenses de recherche engagées en 2009.

Les axes sur lesquels ont porté les travaux de recherche et développement, objet du crédit d'impôt, sont le développement de nouvelles culasses et procédés associés, l'amélioration du banc de fatigue thermique, le développement de nouveaux alliages, l'amélioration des outils de simulation, l'amélioration des procédés de noyautage, le développement du carter du nouveau véhicule électrique, le développement de la supervision du procédé de coulée basse pression.

4. COMPTES DE RÉSULTATS RETRAITÉS

Afin de faciliter la comparaison de l'activité entre les deux derniers exercices, il est nécessaire d'isoler l'impact de l'activité « Roues » sur les différents postes du compte de résultats.

Compte de résultat au 31/12/2009

	MONTUPET SA	Dont activité « Roues »	MONTUPET SA « hors Roues »
Chiffre d'affaires	159 344	21 003	138 341
Production stockée - immobilisée	(8 759)	0	(8 759)
Subventions d'exploitation	332	0	332
Reprises sur amortissements et provisions	4 095	0	4 095
Transferts de charges	18 963	17 760	1 203
Autres produits	689	0	689
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	174 664	38 763	135 901
Achats de matières premières (y compris la variation de stocks)	44 265	8 017	36 248
Autres achats et charges externes	79 905	23 652	56 253
Impôts, taxes et versements assimilés	3 252	0	3 252
Frais de personnel	46 944	7 094	39 850
Dotations aux amortissements et provisions	11 541	0	11 541
Autres charges	304	0	304
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	186 211	38 763	147 448
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(11 547)	0	(11 547)

Compte de résultat au 31/12/2008

	MONTUPET SA	Dont activité « Roues »	MONTUPET SA « hors Roues »
Chiffre d'affaires	288 605	71 445	217 160
Production stockée - immobilisée	10 041	4 450	5 591
Subventions d'exploitation	177	0	177
Reprises sur amortissements et provisions	3 545	0	3 545
Transferts de charges	5 330	0	5 330
Autres produits	2 982	988	1 994
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	310 680	76 883	233 797
Achats de matières premières (y compris la variation de stocks)	145 940	47 735	98 205
Autres achats et charges externes	93 024	17 400	75 624
Impôts, taxes et versements assimilés	4 762	0	4 762
Frais de personnel	63 227	19 377	43 850
Dotations aux amortissements et provisions	20 193	8 701	11 492
Autres charges	483	0	483
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	327 629	93 213	234 416
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(16 949)	(16 330)	(619)

5. ÉLÉMENTS BILANTIELS RELATIFS À L'APPORT PARTIEL D'ACTIF

La branche d'activité apportée par MONTUPET SA à sa filiale FRANÇAISE DE ROUES, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2009, se décompose comme suit :

	Valeurs nettes (en K€)
Immobilisations	1 688
Stocks	11 160
Créances clients	12 216
Autres créances	514
Charges constatées d'avance	677
ACTIFS APPORTÉS	26 255
- Avances conditionnées	350
- Dettes financières	119
- Dettes fournisseurs	8 447
- Dettes fiscales et sociales	3 218
- Autres dettes (y compris compte courant)	9 561
- Produits constatés d'avance	42
PASSIFS APPORTÉS	21 737
ACTIF NET APPORTÉ	4 518

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS DE MONTUPET SA

(les informations présentées tiennent compte des retraitements de consolidation)

	MONTUPET EODD	MONTIAC SA de CV	MONTUPET UK LTD	MFT-MONTUPET Snc	CHANGZHOU MONTUPET AUTOPARTS Ltd
Capital	34 658	14 844	12 390	10 836	4 100
Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	(5 365)	(4 900)	19 577	22 980	0
Quote-part du capital obtenu en % (net)	100,00	100,00	100,0	99,00	100,00
Valeur nette comptable des titres détenus	34 658	15 064	12 390	10 836	⁽²⁾ 3 378
Prêts et avances consentis par la société-mère et non encore remboursés (au cours de comptabilisation) y compris avances en compte courant	17 910	0	0	0	1 074
Montant des cautions et avals donnés par la société mère MONTUPET SA (au cours de clôture)	5 000	0	2 590	0	0
Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	6 495	8 080	53 557	3 003	0
Bénéfice ou perte () du dernier exercice clos	(2 954)	373	(951)	1 081	
Dividendes reçus par MONTUPET SA au cours de l'exercice 2009	0	0	48 753	0	0

Les informations présentées tiennent compte des retraitements de consolidation.

(1) Après déduction d'une provision pour dépréciation de 2.300 K€.

(2) Après déduction d'une provision pour dépréciation de 750 K€.

ALUMALSA	MONTUPET GmbH	MFT SARL	MONTUPET LIMITEE	MONTUPET INC	CALCAST Ltd	FRANÇAISE DE ROUES SAS
3 486	26	8	< 1	8	< 1	755
10 106		453	10 357	111	(488)	1 816
99,67	100,00	50,00	100,00	100,00	100,00	100,00
1 735	26	4	< 1	9	< 1	⁽¹⁾ 2 255
0	0	0	0	0	0	8 141
0	0	0	0	0	0	3 300
34 920	0	184	0	648	1 792	54 488
(1 901)	0	63	(4 540)	10	(857)	(1 984)
0	0	0	0	0	0	0

MONTUPET EOOD : 9-11Maria Luisa Blvd, 7th floor - Sofia 1000 / Bulgarie

MONTIAC SA de CV : Calle San Pablo n° 50 - Desarrollo Industrial - Mieleras - CP 27400 - Torreon - Coahuila / Mexique

MONTUPET UK Ltd : Dunmurry Industrial Estate - The Cutts - Derrriaghy - Belfast BT17 9HU / Irlande-du-Nord

MFT-MONTUPET SNC : Av. Gal Dumonceau, 56 - 1190 Forest / Belgique

MONTUPET CHANGZHOU : Montupet Auto Part Co Ltd - Suite 305 S&T International Park, South Changzhou / 213 022 Chine

ALUMALSA : Carretera de Castellon - Km 8,400 - Apartado 4047 - Saragosse / Espagne

MONTUPET GmbH : Karl-Götz Strasse 17 - 97424 Schweinfurt / Allemagne

MFT Sarl : 202, quai de Clichy - 92110 Clichy / France

MONTUPET LIMITEE : 50, rue Léger - Riviere-Beaudette / Quebec / Canada

MONTUPET INC : 17197 N. Laurel - Park Drive - Livonia / Michigan 48152 / USA

CALCAST Ltd : 20 Kean's hill road - Campsie Industrial Estate - Co Londonderry 99136 / Irlande-du-Nord

FRANÇAISE DE ROUES SAS : 202, quai de Clichy - 92110 Clichy / France

COMPTES SOCIAUX

→ Bilan social au 31 décembre 2009	92
→ Compte de résultat social au 31 décembre 2009	94
→ Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2009	96
→ Éléments significatifs de l'exercice	96
→ 1. Règles et méthodes comptables	97
→ 2. Informations relatives au bilan et au compte de résultat	99
→ 3. Engagements financiers et autres informations	107
→ Tableau des filiales et participations	114



BILAN SOCIAL

AU 31 DÉCEMBRE 2009

BILAN - ACTIF	EXERCICE 2009 (euros)	EXERCICE 2008 (euros)
Frais de Recherche et Développement	593 867	1 089 899
Concessions, Brevets	357 586	509 479
Autres immobilisations incorporelles	99 850	114 850
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 051 303	1 714 228
Terrains	2 149 168	2 149 168
Constructions	5 203 700	5 747 099
Installations techniques, matériels et outillages industriels	24 766 909	29 816 683
Autres immobilisations corporelles	10 886 441	13 008 612
Immobilisations en cours	769 986	636 913
Avances et acomptes	120 000	405 750
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	43 896 204	51 764 225
Participations	80 353 129	61 266 909
Créances rattachées aux participations	12 534 906	23 100 000
Autres titres immobilisés	0	9 946 440
Prêts	46 988	45 458
Autres immobilisations financières	87 348	155 051
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	93 022 371	94 513 858
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	137 969 878	147 992 311
Matières premières, approvisionnements	19 821 655	29 756 683
Produits intermédiaires et finis	5 795 076	18 765 997
TOTAL STOCKS ET EN COURS	25 616 731	48 522 680
Avances versées sur commandes	1 306 052	767 314
Clients et comptes rattachés	37 346 985	51 163 365
Autres créances	19 674 367	8 832 190
TOTAL CRÉANCES D'EXPLOITATION	58 327 404	60 762 869
Valeurs mobilières de placement	1 663 115	0
Disponibilités	966 423	291 340
Charges constatées d'avance	231 055	963 333
TOTAL ACTIF CIRCULANT	86 804 728	110 540 222
Écart de conversion actif	135 934	127 438
TOTAL GÉNÉRAL	224 910 540	258 659 971

BILAN - PASSIF	EXERCICE 2009 (euros)	EXERCICE 2008 (euros)
Capital social ou individuel	16 389 809	17 440 440
Primes d'émission, de fusion, d'apport	20 514 120	20 514 120
Réserve légale	1 587 105	1 587 105
Réserves réglementées	0	0
Autres réserves	0	3 266 915
Report à nouveau	(35 271 462)	178 019
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	32 909 929	(29 820 588)
Subventions d'investissement	82 499	0
Provisions réglementées	8 118 347	7 643 709
TOTAL CAPITAUX PROPRES	44 330 347	20 809 720
Avances conditionnées	420 000	778 602
TOTAL FONDS PROPRES	44 750 347	21 588 322
Provisions pour risques	209 285	175 788
Provisions pour charges	0	0
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	209 285	175 788
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	95 667 465	107 828 136
Emprunts et dettes financières divers	348 871	431 011
Avances et acomptes recus	5 681 240	4 946 689
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 107 207	33 617 335
Dettes fiscales et sociales	9 527 110	12 122 814
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	810 536	2 143 410
Autres dettes	35 874 212	70 893 383
Produits constatés d'avance	1 810 098	4 766 995
TOTAL DETTES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	179 826 739	236 749 773
Ecarts de conversion passif	124 169	146 088
TOTAL PASSIF	224 910 540	258 659 971

COMPTE DE RÉSULTAT

AU 31 DÉCEMBRE 2009

	EXERCICE 2009 (euros)	EXERCICE 2008 (euros)
Production vendue de biens	158 163 013	287 808 833
Production vendue de services	1 181 437	796 363
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	159 344 450	288 605 196
Production stockée	(9 151 406)	9 438 516
Production immobilisée	392 348	602 025
Subventions d'exploitation	331 622	177 480
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	23 058 222	8 874 795
Autres produits	688 779	2 982 341
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	174 664 015	310 680 353
Achat de matières premières et autres approvisionnements	38 416 909	145 438 665
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)	5 847 579	501 281
Autres achats et charges externes	79 905 229	93 024 558
Impôts, taxes et versements assimilés	3 251 995	4 761 657
Salaires et traitements	33 113 493	44 279 321
Charges sociales	13 830 430	18 947 521
Dotations aux amortissements sur immobilisations	10 033 530	15 585 169
Dotations aux provisions sur actif circulant	1 507 390	4 607 448
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	0
Autres charges	304 587	483 274
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	186 211 142	327 628 894
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(11 547 127)	(16 948 541)
Produits financiers de participation	48 752 639	0
Autres intérêts et produits assimilés	18 386	269 453
Reprises sur provisions et transferts de charges	670 883	285 683
Différences positives de change	717 047	3 390 192
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	7 997	1 094
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	50 166 952	3 946 422
Dotations financières aux amortissements et provisions	3 185 934	127 438
Intérêts et charges assimilées	3 453 927	8 076 147
Différences négatives de change	981 014	2 930 450
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	7 620 875	11 134 035

RÉSULTAT FINANCIER	42 546 077	(7 187 613)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	30 998 950	(24 136 154)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	49 062	22 503
Produits exceptionnels sur opérations en capital	485 000	3 300
Reprises sur provisions et transferts de charges	961 516	4 522 765
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 495 578	4 548 568
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 376 696	344 937
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	365 929	18 854
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 461 154	13 533 685
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 203 779	13 897 476
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(1 708 201)	(9 348 908)
Impôts sur les bénéfices	(3 619 180)	(3 664 474)
RÉSULTAT	32 909 929	(29 820 588)

ANNEXE SOCIALE

AU 31 DÉCEMBRE 2009

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009. Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 26 avril 2010 par le Conseil d'Administration.

ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1. Apport partiel d'actifs à la société FRANÇAISES DE ROUES

MONTUPET SA a apporté sa branche d'activité roues à sa filiale FRANÇAISES DE ROUES, détenue à 100 %, apport qui a été approuvé par l'Assemblée Générale du 30 juin 2009 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2009. Les titres de participation correspondants figurent au bilan chez MONTUPET SA pour 4.554.720 euros. Ils comprennent la perte intercalaire du 1^{er} semestre 2009 de l'activité roues, estimée à 3.800.000 euros.

Une provision pour dépréciation de ces titres de participation d'un montant de 2.300.000 euros a été constatée au 31 décembre 2009.

MONTUPET SA a consenti à sa filiale FRANÇAISES DE ROUES une avance en compte courant d'un montant de 8.140.780 euros pour financer son besoin en fond de roulement.

Les frais de personnel relatifs à l'activité roues du 1^{er} semestre 2009 figurent dans les frais de personnel de MONTUPET SA pour 7.093.505 euros. Ils ont été refacturés à sa filiale FRANÇAISES DE ROUES et sont comptabilisés en transferts de charges d'exploitation.

2. Participations et opérations de financement entre les sociétés du groupe

MONTUPET SA a souscrit à une augmentation de capital de sa filiale bulgare, MONTUPET EOOD, à hauteur de 17.600.000 euros par capitalisation de ses créances rattachées à ses participations sur sa filiale. Les titres de participation dans MONTUPET EOOD s'élèvent donc à 34.657.556 euros au 31 décembre 2009.

Compte tenu de cette capitalisation et d'avances complémentaires versées en 2009 pour 5.960.928 euros, les créances rattachées aux participations dans MONTUPET EOOD s'élèvent à 11.460.928 euros au 31 décembre 2009. MONTUPET EOOD a également bénéficié en 2009 d'une avance en compte courant pour 6.449.172 euros.

Pour MONTUPET EOOD, l'année 2009 correspond à une phase de démarrage. L'exploitation réelle commencera en 2010.

MONTUPET SA a consenti au cours de l'année 2009 une avance de 1.073.978 euros à sa filiale chinoise, MONTUPET CHANGZHOU.

La construction de l'usine a été suspendue et une provision pour dépréciation des titres de participation de MONTUPET CHANGZHOU d'un montant de 750.000 euros a été constatée au 31 décembre 2009.

MONTUPET LIMITÉE a consenti en 2009 une avance en compte courant à MONTUPET SA d'un montant de 8.227.309 euros au 31 décembre 2009.

MONTUPET SA a constaté dans ses produits financiers un dividende de 48.752.639 euros provenant de sa filiale MONTUPET UK, payé par compensation avec le prêt de même montant qui lui avait été consenti par sa filiale. Ce prêt se trouve donc remboursé dans son intégralité au 31 décembre 2009.

3. Actions propres

Les actions propres d'un montant de 9.946.439 euros ont été annulées en 2009, par imputation sur les capitaux propres, conformément à la décision de l'AGE du 30 juin 2009.

4. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

La dette financière de MONTUPET SA a fait l'objet d'un refinancement. Une Convention de Crédit a été signée en date du 29 juillet 2009 entre MONTUPET SA et un pool bancaire composé de la Banque de l'Économie, du Commerce et de la Monétique, du CIC, du LCL, de la BNP PARIBAS, de NATIXIS, et du Crédit du Nord, aux termes de laquelle les banques ont consenti à MONTUPET SA un crédit à terme de 82.650.000 euros, un crédit revolving de 36.900.000 euros et un découvert autorisé de 1.000.000 euros. Ces crédits, destinés au financement des besoins généraux de MONTUPET SA, se sont substitués aux anciennes lignes de crédit.

5. Intégration fiscale

Une convention d'intégration fiscale a été signée le 28 avril 2009 entre MONTUPET SA et sa filiale FRANÇAISE DE ROUES. Elle a été conclue pour la durée d'intégration fiscale de la SAS FRANÇAISE DE ROUES qui a commencé à courir le 1^{er} janvier 2009.

Cette convention prévoit que :

- la société MONTUPET supporte personnellement l'impôt sur les sociétés afférent aux bénéfices et aux plus-values réalisés par la société FRANÇAISE DE ROUES, de même que la contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés afférent aux bénéfices et aux plus-values réalisés par la société FRANÇAISE DE ROUES ;
- en cas de déficit, la société MONTUPET conservera à titre définitif l'économie d'impôt sur les sociétés procurée à cette dernière par la prise en compte du déficit de la société FRANÇAISE DE ROUES et, qu'en conséquence, la société FRANÇAISE DE ROUES ne pourra bénéficier du report de son déficit ;
- la société MONTUPET reversera à la société FRANÇAISE DE ROUES le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt apprentissage obtenus de son fait.

1. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables applicables en France.

1.1. ACTIF IMMOBILISÉ

a) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles ont été évaluées en tenant compte des règles comptables relatives, d'une part à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs (règlement CRC 04-06) et d'autre part à l'amortissement et à la dépréciation des actifs (règlement CRC 02-10 modifié par le règlement CRC 03-07).

Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations sont les suivantes :

- pour les immobilisations corporelles :

Constructions	20 ans
Agencement et installations	6 à 20 ans
Matériel et outillage	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	4 ans
- pour les immobilisations incorporelles :

Brevets	5 ans
Frais de développement	4 ans
Logiciels	1 à 5 ans

Les pièces de rechange et les pièces de sécurité dont l'utilisation prévue est supérieure à un an sont comptabilisées en immobilisations corporelles, dans la catégorie du « matériel et outillage ». La durée d'amortissement de ces pièces est fonction de la durée d'amortissement de l'immobilisation à laquelle elles se rattachent.

b) Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. Ils peuvent faire l'objet de dépréciation si les perspectives de la filiale font apparaître un risque de perte de valeur.

Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur valeur d'entrée. Elles peuvent faire l'objet de provisions lorsqu'il existe un risque de non recouvrement.

1.2. STOCKS ET EN-COURS

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré - premier sorti (FIFO). Les frais de stockage ne sont pas pris en compte pour cette évaluation.

Les produits et en-cours de production sont évalués à leur coût de production. Les charges fixes de fabrication sont prises en compte sur la base de la production réelle de la période de référence.

Les stocks et en-cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision selon les règles suivantes :

Matières premières

Une provision est constituée dès lors que le prix d'achat du mois suivant la clôture est inférieur au coût d'acquisition.

Fournitures, matières consommables et emballages

Une provision est constituée pour les produits à rotation lente.

En-cours d'outillages

La dépréciation représente la différence entre le prix de revient et le prix de vente, lorsque celui-ci lui est inférieur.

En-cours de pièces et produits finis

La dépréciation représente la différence entre le prix de revient et la valeur réalisable, lorsque celle-ci lui est inférieure. Les pièces de rechange rentrent toutes dans le cycle de production et ont une durée de vie inférieure à un an. Les pièces de sécurité dont l'utilisation prévue est supérieure à un an sont retraitées en immobilisations corporelles. Elles sont amorties sur la durée d'amortissement de l'immobilisation à laquelle elles se rattachent.

1.3. CRÉANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du dernier taux de change à la clôture de l'exercice, à l'exception des emprunts aux filiales.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité.

1.4. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute correspond au coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

1.5. AVANCES CONDITIONNÉES

Les avances conditionnées sont des aides financières remboursables.

1.6. PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation se composent du chiffre d'affaires, de la production stockée, de la production immobilisée, des subventions d'exploitation, des transferts de charges et des autres produits.

Le chiffre d'affaires inclut essentiellement les ventes de produits finis et l'ensemble des revenus sur outillages. Pour les ventes de produits ou d'outillages, il est enregistré à la date à laquelle le groupe a transféré à l'acheteur l'essentiel des risques et avantages liés à la propriété et n'est plus impliqué dans la gestion, ni le contrôle effectif des biens cédés.

Du fait des incertitudes pesant sur les indemnités compensatoires pouvant être versées par les constructeurs, elles sont comptabilisées au fur et à mesure de leur encaissement.

2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

2.1. ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

	Valeurs brutes au 01.01.2009	Acquisitions	Cessions ou reprises	Valeurs brutes au 31.12.2009
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	3 159 612	0	1 175 483	1 984 129
Autres immobilisations incorporelles	2 572 798	157 549	210 957	2 519 390
TOTAL 1	5 732 410	157 549	1 386 440	4 503 519
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 649 168	0	0	2 649 168
Constructions	13 238 290	(360)	177 524	13 060 406
Matériel & outillage industriel	129 805 382	2 636 033	53 879 631	78 561 784
Agencements et installations	45 494 702	802 646	13 105 838	33 191 510
Matériel informatique et mobilier de bureau	2 787 647	11 471	231 016	2 568 102
TOTAL 2	193 975 189	3 449 790	67 394 009	130 030 970
Immobilisations en cours	636 913	386 694	253 621	769 986
Avances et acomptes	405 750	120 000	405 750	120 000
TOTAL 3	1 042 663	506 694	659 371	889 986
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations	84 366 909	29 171 126	17 600 000	95 938 035
Prêts	45 458	7 350	5 820	46 988
Autres immobilisations financières	10 101 491	49 821	10 063 964	87 348
TOTAL 4	94 513 858	29 228 297	27 669 784	96 072 371
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	295 264 120	33 342 330	97 109 604	231 496 846

Les cessions ou reprises d'immobilisations comprennent le transfert des actifs à la société FRANÇAISE DE ROUES pour un montant de 62.559.737 euros : 130.855 euros relatifs aux immobilisations incorporelles, 62.370.994 euros relatifs aux immobilisations corporelles et 57.888 euros relatifs aux autres immobilisations financières.

2.2. ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

2.2.1. État des amortissements comptables

	Au 01.01.2009	Dotations	Reprises	Au 31.12.2009
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	2 069 713	496 032	1 175 483	1 390 262
Autres immobilisations incorporelles	1 948 469	313 140	199 654	2 061 955
Immobilisations corporelles				
Constructions	7 491 191	543 039	177 525	7 856 705
Matériel et outillage industriel	99 988 699	6 004 313	52 198 137	53 794 875
Agencements et installations	33 059 128	2 439 265	12 846 556	22 651 837
Matériel et mobilier de bureau	2 214 609	237 741	231 017	2 221 333
TOTAL	146 771 809	10 033 530	66 828 372	89 976 967

Dans les reprises d'amortissements, figurent les amortissements transférés à la société FRANÇAISES DE ROUES pour un montant de 60.915.699 euros, amortissements relatifs aux immobilisations cédées dans la cadre de l'apport partiel d'actifs.

2.2.2. État des amortissements dérogatoires

	Au 01.01.2009	Augmentations	Diminutions	Au 31.12.2009
Matériel et outillage industriel	7 643 709	1 436 154	961 516	8 118 347
TOTAL	7 643 709	1 436 154	961 516	8 118 347

2.3. ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières s'analysent comme suit :

	Valeurs brutes au 01.01.2009	Acquisitions	Remboursements ou cessions	Valeurs brutes au 31.12.2009
Titres de participation ⁽¹⁾	61 266 909	22 136 220	0	83 403 129
Créances rattachées à des participations ⁽²⁾ et ⁽³⁾	23 100 000	7 034 906	17 600 000	12 534 906
Autres titres immobilisés ⁽⁴⁾	9 946 439	0	9 946 439	0
Prêts ⁽⁵⁾	45 458	7 350	5 820	46 988
Dépôts et cautionnements	155 051	49 821	117 524	87 348
TOTAL	94 513 857	29 228 297	27 669 783	96 072 371

(1) Correspond à l'augmentation des titres de participation dans MONTUPET EOOD, à hauteur de 17.600.000 euros, et à l'augmentation des titres de participation dans FRANÇAISES DE ROUES, à hauteur de 4.536.220 euros.

(2) Correspond aux avances sur augmentation de capital à MONTUPET EOOD pour 5.960.928 euros et aux avances à MONTUPET CHANGZHOU pour 1.073.978 euros.

(3) Correspond à la capitalisation des créances rattachées à des participations dans MONTUPET EOOD pour 17.600.000 euros.

(4) Correspond à l'annulation des actions propres, conformément à la décision de l'AGE du 30 juin 2009.

(5) Les prêts au 31 décembre 2009 représentent, pour l'essentiel, la participation des employeurs à l'effort de construction.

2.4. ÉTAT DES STOCKS

Ce poste s'analyse comme suit :

	Valeurs brutes au 31.12.2009	Dépréciation	Valeurs nettes au 31.12.2009
Matières premières	2 566 885	0	2 566 885
Autres approvisionnements	8 381 892	129 842	8 252 050
En cours pièces	1 336 720	100 682	1 236 038
En cours outillages	9 254 107	336 441	8 917 666
Emballages	112 900	27 847	85 053
Produits finis	4 757 032	197 994	4 559 038
TOTAL	26 409 536	792 806	25 616 730

2.5. ÉTAT DES PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION

NATURE DES PROVISIONS	Montant au 01.01.2009	Dotations	Reprises ou reclassements	Montant au 31.12.2009
Provision pour dépréciation des terrains	500 000	0	0	500 000
Provisions sur immobilisations financières ⁽¹⁾	0	3 050 000	0	3 050 000
Provisions sur stocks et en cours	4 045 735	792 806	4 045 735	792 806
Provisions sur comptes clients ⁽²⁾	561 713	714 584	359 619	916 678
TOTAL	5 107 448	4 557 390	4 405 354	5 259 484

(1) Une provision pour dépréciation des titres de participation de FRANÇAISES DE ROUES et de MONTUPET CHANGZHOU a été constatée pour respectivement 2.300.000 euros et 750.000 euros.

(2) Au 1^{er} janvier 2009, figurait dans les provisions pour dépréciation des comptes clients, une provision concernant les comptes clients relatifs à l'activité roues pour 309.640 euros. Cette provision a été neutralisée chez MONTUPET SA et transférée chez la SAS FRANÇAISES DE ROUES.

2.6. ÉTAT DES CRÉANCES ET DES DETTES

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut au 31.12.2009	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	12 534 906	0	12 534 906
Prêts	46 988	1 530	45 458
Autres immobilisations financières (dépôts et cautionnements)	87 348	0	87 348
Clients douteux ou litigieux	0	0	0
Autres créances clients et comptes rattachés	38 263 663	37 291 885	971 778
Personnel et comptes rattachés	61 874	61 874	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	393 411	393 411	0
État et autres collectivités publiques			
- Impôts sur les bénéfices	3 487 650	3 487 650	0
- Taxe sur la valeur ajoutée	707 348	653 740	53 608
- Autres impôts, taxes et versements assimilés	80	80	0
Divers			
- Groupe et associés	14 945 959	356 007	14 589 952
- Débiteurs Divers	78 045	78 045	0
- Charges constatées d'avance	231 055	231 055	0
TOTAL	70 838 327	42 555 277	28 283 050
Prêts accordés en cours d'exercice	7 350		
Remboursements obtenus en cours d'exercice	5 820		

ÉTAT DES DETTES	Montant brut au 31.12.2009	A 1 an au plus	A plus d'1 an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	95 667 465	21 282 465	74 385 000	0
Emprunts et dettes financières divers	348 871	348 871	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	30 107 207	30 107 207	0	0
Personnel et comptes rattachés	2 598 553	2 598 553	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 096 359	5 096 359	0	0
Etat et autres collectivités publiques				
- Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
- Taxe sur la valeur ajoutée	1 049 729	1 049 729	0	0
- Autres impôts taxes et assimilés	782 469	782 469	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	810 536	810 536	0	0
Divers				
- Groupe et associés	35 495 570	429 617	35 065 953	0
- Créiteurs Divers	378 642	378 642	0	0
- Produits constatés d'avance	1 810 098	1 810 098	0	0
TOTAUX	174 145 499	64 694 546	109 450 953	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	5 850 000			

2.7. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Au 31 décembre 2009, MONTUPET SA détient 16 parts de SICAV « Union Institutionnel » comptabilisées à 1.663.115 euros, d'une valeur liquidative de 1.663.326 euros.

2.8. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL ET VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Le capital social est composé de 10.782.769 actions d'une valeur nominale de 1,52 euros, soit 16.389.809 euros au 31 décembre 2009.

CATÉGORIE D'ACTIONES (toutes de valeur nominale 1,52 €)	Nombre de titres		
	2008	Variation	2009
Actions à droit de vote simple	7 424 210	(672 724)	6 751 486
Actions à droit de vote double	3 358 559	672 724	4 031 283
Actions auto-détenues (sans droit de vote)	691 205	(691 205)	0
TOTAL	11 473 974	(691 205)	10 782 769

La variation des capitaux propres au cours des 2 dernières années s'analyse comme suit :

Capitaux propres au 01.01.2008	54 408 767
Distribution de dividendes	(1 401 760)
Provisions réglementées	(2 376 699)
Perte 2008	(29 820 588)
CAPITAUX PROPRES AU 31.12.2008	20 809 720
Réduction du capital social	(1 050 632)
Diminution du report à nouveau	(8 895 808)
Provisions réglementées	474 638
Subvention d'investissement	82 499
TOTAL	11 420 418
Bénéfice 2009	32 909 929
CAPITAUX PROPRES AU 31.12.2009	44 330 347

2.9. ÉTAT DES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

NATURE DES PROVISIONS	Montant au 01.01.2009	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31.12.2009
Amortissements dérogatoires	7 643 709	1 436 154	961 516	8 118 347
TOTAL	7 643 709	1 436 154	961 516	8 118 347

2.10. ÉTAT DES AVANCES CONDITIONNÉES

	Solde au 01.01.2009	Avances 2009	Remboursements 2009	Solde au 31.12.2009	dont à moins 1 an
Avances de l'ANVAR ⁽¹⁾	710 000	60 000	350 000	420 000	0
Avance de la Région Centre	68 602	0	68 602	0	0
TOTAL	778 602	60 000	418 602	420 000	0

(1) Les avances de l'ANVAR sont des aides à l'innovation. Le remboursement de 2009 correspond au transfert à la SAS FRANÇAISES DE ROUES d'une subvention relative à l'activité roues.

2.11. ÉTAT DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

NATURE DES PROVISIONS	Montant au 01.01.2009	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31.12.2009
Provisions pour pertes de change	127 438	135 935	127 438	135 935
Autres provisions pour risques et charges	48 350	25 000	0	73 350
TOTAL	175 788	160 935	127 438	209 285

2.12. ÉTAT DES EMPRUNTS ET DETTES AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	Solde au 01.01.2009	Emprunts 2009	Remboursements 2009	Solde au 31.12.2009	dont à moins 1 an
Autres emprunts (hors intérêts courus)	88 500 000	0	88 500 000	0	0
Tirage sur Tranche A	0	82 650 000	0	82 650 000	8 265 000
TOTAL	88 500 000	82 650 000	88 500 000	82 650 000	8 265 000

Ces emprunts, soit	82 650 000
cumulés aux concours bancaires courants pour	13 017 465
Représentent la rubrique du bilan « emprunts et dettes auprès des établissements de crédit »	95 667 465

La dette financière de MONTUPET SA a fait l'objet d'un refinancement.

En effet, une Convention de Crédit a été signée en date du 29 juillet 2009 entre MONTUPET SA et ses banques, la Banque de l'Économie, du Commerce et de la Monétique, le CIC, le LCL, BNP PARIBAS, NATIXIS et le Crédit du Nord, aux termes de laquelle les prêteurs ont consenti à MONTUPET SA :

- un crédit à terme de 82.650.000 euros, appelé Tranche A,
- un crédit revolving de 36.900.000 euros, appelé Tranche B,
- et, un découvert autorisé de 1.000.000 euros

sachant que le total de ces engagements représente un montant en principal cumulé maximum de 120.550.000 euros. Ces crédits, destinés au financement des besoins généraux de MONTUPET SA, se substituent aux anciennes lignes de crédit.

Répartition des crédits :

	Tranche A	Tranche B	Découvert
BECM	24 000 000	8 900 000	
BNP PARIBAS	20 000 000	10 000 000	
CIC	16 000 000	4 000 000	1 000 000
CREDIT DU NORD	6 000 000	5 000 000	
LCL	6 000 000	5 000 000	
NATIXIS	10 650 000	4 000 000	
TOTAL	82 650 000	36 900 000	1 000 000
Dont lignes utilisées au 31/12/2009	82 650 000	13 000 000	0

2.13. CRÉANCES ET DETTES REPRÉSENTÉES PAR DES EFFETS DE COMMERCE

Créances clients et comptes rattachés	6 214 085
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 019 886
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	63 206
TOTAL	2 083 092

2.14. ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

Titres de participations	83 403 129
Créances rattachées à des participations	12 534 906
Acomptes versés sur commandes	1 146 137
Clients et comptes rattachés	3 591 328
Créances diverses	14 945 959
TOTAL	115 621 459
Fournisseurs et comptes rattachés	18 174 937
Fournisseurs d'immobilisations	0
Dettes diverses	35 495 570
TOTAL	53 670 507
Autres produits financiers	48 752 639
Charges financières	4 462 896

2.15. PRODUITS À RECEVOIR

Créances clients et comptes rattachés	1 358 963
Autres créances	9 621
État : crédit d'impôt Recherche	3 429 122
État : crédit d'impôt Apprentissage	58 528
TOTAL	4 856 234

2.16. CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Achats et prestations de services constatés d'avance	231 055
--	---------

2.17. PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Facturation constatée d'avance sur outillages	1 810 098
---	-----------

2.18. CHARGES À PAYER

Emprunts et dettes financières divers	244
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 136 004
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	226 453
Dettes fiscales et sociales	5 063 906
Autres dettes (clients : avoirs à établir)	207 185
Autres dettes	82 948
TOTAL	10 716 740

2.19. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Activité pièces mécaniques	138 107 023
Vente de roues	21 003 046
Ventes diverses (services et autres)	234 381
TOTAL	159 344 450
France	78 771 816
Étranger	80 572 634
TOTAL	159 344 450

Les ventes de roues correspondent à la facturation de roues effectuée par MONTUPET SA pour le compte de sa filiale FRANÇAISE DE ROUES, sans constatation de marge.

Dans le chiffre d'affaires, figurent des indemnités compensatrices versées par les constructeurs qui couvrent des pertes d'exploitation.

2.20. VENTILATION DU RÉSULTAT

Résultat courant avant impôt	30 998 950
Résultat exceptionnel	(1 708 201)
Crédit d'impôt recherche	3 571 852
Crédit d'impôt apprentissage	47 328
BÉNÉFICE COMPTABLE	32 909 929

3. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

3.1. CRÉDIT-BAIL

	Restaurant Inter entreprises La Martinerie
VALEUR D'ORIGINE	457 347
Amortissements	
Cumul exercices antérieurs	348 249
Dotations de l'exercice	44 842
TOTAL	393 091
Redevances payées	
Cumul exercices antérieurs	482 760
Exercice 2009	53 820
TOTAL	536 580
Redevances restant à payer	
A un an au plus (2010)	31 395
A plus d'un an et cinq ans au plus	0
TOTAL	31 395
Valeur résiduelle à la fin du contrat	16 769
Montant pris en charge dans l'exercice	53 820

3.2. MONTANT DES ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS CRÉDIT-BAIL

3.2.1. Engagements donnés

	Montant en devises	Contrevaleur en euros	Par	Au profit de	Tirage au profit de
Garantie en faveur de l'institution gouvernementale « Invest Northern Ireland » couvrant le remboursement éventuel d'une ancienne subvention	2,282 M GBP	2 590 298 €	MONTUPET SA	INVEST NORTHERN IRELAND	MONTUPET UK
Lettres de garantie émises en faveur de fournisseurs de métal de FRANCAISE DE ROUES	0	3 300 000 €	MONTUPET SA	FOURNISSEURS DE MÉTAL	FRANCAISE DE ROUES
Lettre de garantie émise en faveur d'un fournisseurs de métal de MONTUPET EOOD	0	5 000 000 €	MONTUPET SA	FOURNISSEURS DE MÉTAL	MONTUPET EOOD
TOTAL	0 €	10 890 298 €			

3.2.2. Engagements donnés en vue du maintien des prêts consentis par les établissements de crédit à MONTUPET SA

MONTUPET SA s'est engagée, dans le cadre de la Convention de Crédit signée avec ses banques (Cf. paragraphe 2.12) :

- à céder ses créances clients, à titre de garantie,
- à faire en sorte que le montant nominal total des créances cédées soit au moins égal à 70 % du montant des Tirages au titre du Crédit B, qui s'élevait à 13 000 000 euros au 31 décembre 2009 ;
- et, à respecter, sur la base des comptes consolidés, les ratios suivants :

	Au 31.12.2009	Au 30.06.2010	Au 31.12.2010	Au 30.06.2011	Au 31.12.2011
Montant des Fonds Propres au moins égal à	105 000 000	105 000 000	125 000 000	125 000 000	135 000 000
Montant de la Dette Nette inférieure ou égal à	105 000 000	105 000 000	110 000 000	110 000 000	90 000 000
Ratio de Gearing	< 1	< 1	< 0,88	< 0,88	< 0,66
Ratio Dette Nette / MBA			< 3,5	< ou = à 3	< ou = à 3

Au 31 décembre 2009, MONTUPET SA respecte l'ensemble des engagements de la Convention de Crédit.

Outre le respect des ratios précités, les établissements de crédit requièrent le respect des lois et règlements, la limitation à l'octroi de sûretés sur l'un quelconque de ses actifs, une restriction aux cessions d'actifs, aux opérations de restructuration et aux acquisitions.

3.2.3. Autres engagements donnés

Agios sur emprunts en cours

Les lignes de crédit visées au paragraphe 2.12. sont utilisables par tirages d'une durée variable dont les montants sont fonction des besoins généraux de MONTUPET. Les engagements d'intérêts sur ces lignes de crédit ne peuvent donc être chiffrés au 31 décembre 2009.

Soldes sur commandes d'immobilisations en cours au 31 décembre 2009

Le solde sur commandes d'immobilisations en cours au 31 décembre 2009 s'élève à 686.294 euros.

Engagements de retraite

Le total des engagements de retraite de l'entreprise vis-à-vis des membres de son personnel s'élève à la somme de 2.369.858 euros, charges comprises (régime à prestations définies à gestion interne).

Les principales hypothèses économiques et sociales utilisées dans l'évaluation du calcul prennent en compte un âge de la retraite à 65 ans, un taux d'actualisation de 3,90 % pour 2009, correspondant au taux moyen de règlement des obligations (TMO), l'application de la table de vie TV 73/77, un taux de rotation en fonction de l'âge et une évolution des salaires variant selon l'âge et la catégorie.

Engagement au titre du Droit Individuel de Formation (instauré par la Loi n° 204-391 du 4 mai 2004)

Les salariés justifiant d'une ancienneté d'au moins un an peuvent faire valoir leur droit au titre du Droit Individuel de Formation. Conformément à l'accord de branche, les droits ont été acquis dès le 1^{er} janvier 2004.

Droit individuel à la formation	Solde au 31.12.2008	Droits acquis au 01.01.2009	Droits utili- sés en 2009	Droits n'ayant pas donné lieu à demande	Solde au 31.12.2009
Nombre d'heures	65 823	19 789	4 981	5 138	75 493

Les droits n'ayant pas donné lieu à demande correspondent aux droits non utilisés par les salariés qui ont quitté l'entreprise au cours de l'exercice.

3.2.4. Engagements reçus

Cautions reçues des fournisseurs d'immobilisations	120 000
Cautions reçues des fournisseurs de biens et services	48 850
Cautions bancaires	49 254
Hypothèque de MONTUPET Limitée sur l'universalité de ses biens meubles et immeubles garantissant ses engagements envers MONTUPET SA (36 millions CAD)	23 796 933

3.3. INCIDENCES DES ÉVALUATIONS FISCALES DÉROGATOIRES

La dotation aux amortissements dérogatoires de l'exercice s'élève à 1.436.154 euros. Quant à la reprise de provisions pour amortissements dérogatoires, elle s'élève à 961.516 euros.

3.4. ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

NATURE DES DIFFÉRENCES TEMPORAIRES

Accroissement

Amortissements dérogatoires	1 436 154
Accroissement correspondant de la dette future d'impôt	478 718

Allègement

Contribution sociale de solidarité 2009	286 199
Allègement correspondant de la dette future d'impôt	95 400

Le déficit fiscal de l'exercice s'élève à 14.024.734 euros. Compte tenu de déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent de 45.883.090 euros, le total des déficits restant à reporter au 31 décembre 2009 s'élève à 59.907.824 euros.

3.5. FRAIS DE PERSONNEL

Les charges de personnel apparaissant au Compte de Résultat pour 46.943.922 euros comprennent la rémunération des salariés transférés à sa filiale FRANÇAISES DE ROUES jusqu'au 30 juin 2009, date d'effet juridique de l'apport partiel d'actif, évaluée à 7.093.505 euros.

MONTUPET SA a répercuté ces frais de personnel à sa filiale par le biais d'une refacturation, comptabilisée en transferts de charges d'exploitation.

Les frais de personnel de MONTUPET SA, ainsi retraités, s'établissent à 39.850.417 euros.

3.6. RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Des jetons de présence ont été provisionnés en 2009, pour MM. FEUILLET et BERRUYER, à raison de 5.000 euros chacun.

MM. MAGNAN et MAJUS perçoivent respectivement une rémunération nette de 944.385 euros et 624.153 euros, incluant les avantages sociaux, versée par MFT MONTUPET Snc, et bénéficient de cotisations sociales à hauteur de 47.302 euros chacun. MONTUPET SA supporte 67,6 % de ces montants.

M. CROZET perçoit une rémunération brute de 260.612 euros, incluant les avantages sociaux, versée par MONTUPET SA et de 30.000 euros versés par MFT MONTUPET Snc, dont MONTUPET SA supporte 67,6 %.

3.7. VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN ET DE L'EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE

Dirigeants et cadres	108
Agents de maîtrise, techniciens et employés	301
Ouvriers	880
EFFECTIF MOYEN 2009	1 289

L'effectif moyen tient compte des salariés de la branche d'activité « Roues » qui ont fait partie des effectifs de MONTUPET SA jusqu'au 30 juin 2009, date d'effet juridique de l'apport partiel d'actif.

A titre indicatif, la ventilation de l'effectif au 31 décembre 2009 est la suivante :

Dirigeants et cadres	99
Agents de maîtrise, techniciens et employés	250
Ouvriers	662
EFFECTIF AU 31.12.2009	1 011

3.8. REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION

Le poste « reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges d'exploitation » dans le Compte de Résultat s'élève à 23.058.222 euros.

Il se décompose comme suit :

• Reprise de provisions sur stocks	4.045.735
• Reprise de provisions sur créances douteuses	49.979
• Transferts de charges d'exploitation	18.962.508

Des charges relatives à l'activité « Roues » ont été supportées par MONTUPET SA principalement au premier semestre 2009. Elles ont fait l'objet de refacturations à sa filiale FRANÇAISES DE ROUES via les transferts de charges d'exploitation.

Ces transferts de charges d'exploitation correspondent à :

• la refacturation des frais de personnel du premier semestre 2009 à FRANÇAISES DE ROUES pour	7.093.505
• la refacturation de prestations diverses à FRANÇAISES DE ROUES pour	6.243.097
• la refacturation à FRANÇAISES DE ROUES de charges payées pour son compte pour	4.423.230
• des refacturations diverses à sa filiale MONTUPET EOOD pour	668.784
• des refacturations diverses à ses filiales ALUMALSA et MONTUPET UK pour	182.527
• des refacturations à des organismes de formation et divers pour	351.365

3.9. PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Les pertes et les gains de change proviennent principalement des écarts sur les règlements clients et fournisseurs en devises.

Une dotation aux provisions pour dépréciation des titres de participation FRANÇAISES DE ROUES a été comptabilisée pour 2.300.000 euros.

Une dotation aux provisions pour dépréciation des titres de participation MONTUPET CHANGZHOU a été comptabilisée pour 750.000 euros.

Les intérêts et charges assimilées d'un montant de 3.453.927 euros se décomposent en intérêts payés sur les crédits bancaires pour 2.041.031 euros et en intérêts sur les comptes courants des filiales pour 1.412.896 euros.

Les produits des titres de participation d'un montant de 48.752.639 euros représentent le dividende provenant de MONTUPET UK.

Les transferts de charges financières, d'un montant de 543.445 euros, correspondent à la rémunération du compte courant FRANÇAISES DE ROUES au 31 décembre 2009.

3.10. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

• PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 495 578
• Produits exceptionnels sur opérations de gestion	49 062
Ils correspondent :	
- à des régularisations clients pour	48 125
- à des produits divers pour	937
• Produits exceptionnels sur opérations en capital	485 000
Ils représentent le prix de vente de trois maisons.	
• Reprises sur amortissements et provisions exceptionnels	961 516
Elles représentent la reprise des amortissements dérogatoires.	
• CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 203 779
• Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 376 696
Elles correspondent :	
- à des indemnités pour rupture de contrats fournisseurs pour (1).....	1 200 002
- à des indemnités pour rupture de contrat d'un commissionnaire.....	110 000
- à des indemnités d'expatriation et autres charges liées à l'expatriation pour	42 397
- à des charges suite à un sinistre	19 321
- à une indemnité salariale pour	3 080
- à des charges diverses pour	1 896
• Charges exceptionnelles sur opérations en capital	365 929
Elles représentent la valeur nette comptable d'éléments d'actif cédés.	
• DOTATIONS EXCEPTIONNELLES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 461 154
Elles correspondent :	
- aux amortissements dérogatoires pour.....	1 436 154
- à une provision complémentaire pour litiges salariaux	25 000

(1) Il s'agit de dédommagements versés à des sous-traitants pour rupture de contrats suite à des annulations de commandes clients.

3.11. Frais de recherche et développement - Crédit d'impôt recherche

Au titre de l'exercice 2009, aucun coût de développement n'a été activé. En revanche, la société a constaté un crédit d'impôt recherche d'un montant de 3.352.223 euros dans ses comptes au 31 décembre 2009, correspondant à 40 % des dépenses de recherche engagées en 2009.

Les axes sur lesquels ont porté les travaux de recherche et développement, objet du crédit d'impôt, sont le développement de nouvelles culasses et procédés associés, l'amélioration du banc de fatigue thermique, le développement de nouveaux alliages, l'amélioration des outils de simulation, l'amélioration des procédés de noyautage, le développement du carter du nouveau véhicule électrique, le développement de la supervision du procédé de coulée basse pression.

4. COMPTES DE RÉSULTATS RETRAITÉS

Afin de faciliter la comparaison de l'activité entre les deux derniers exercices, il est nécessaire d'isoler l'impact de l'activité « Roues » sur les différents postes du compte de résultats.

Compte de résultat au 31/12/2009

	MONTUPET SA	Dont activité « Roues »	MONTUPET SA « hors Roues »
Chiffre d'affaires	159 344	21 003	138 341
Production stockée - immobilisée	(8 759)	0	(8 759)
Subventions d'exploitation	332	0	332
Reprises sur amortissements et provisions	4 095	0	4 095
Transferts de charges	18 963	17 760	1 203
Autres produits	689	0	689
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	174 664	38 763	135 901
Achats de matières premières (y compris la variation de stocks)	44 265	8 017	36 248
Autres achats et charges externes	79 905	23 652	56 253
Impôts, taxes et versements assimilés	3 252	0	3 252
Frais de personnel	46 944	7 094	39 850
Dotations aux amortissements et provisions	11 541	0	11 541
Autres charges	304	0	304
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	186 211	38 763	147 448
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(11 547)	0	(11 547)

Compte de résultat au 31/12/2008

	MONTUPET SA	Dont activité « Roues »	MONTUPET SA « hors Roues »
Chiffre d'affaires	288 605	71 445	217 160
Production stockée - immobilisée	10 041	4 450	5 591
Subventions d'exploitation	177	0	177
Reprises sur amortissements et provisions	3 545	0	3 545
Transferts de charges	5 330	0	5 330
Autres produits	2 982	988	1 994
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	310 680	76 883	233 797
Achats de matières premières (y compris la variation de stocks)	145 940	47 735	98 205
Autres achats et charges externes	93 024	17 400	75 624
Impôts, taxes et versements assimilés	4 762	0	4 762
Frais de personnel	63 227	19 377	43 850
Dotations aux amortissements et provisions	20 193	8 701	11 492
Autres charges	483	0	483
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	327 629	93 213	234 416
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(16 949)	(16 330)	(619)

5. ÉLÉMENTS BILANTIELS RELATIFS À L'APPORT PARTIEL D'ACTIF

La branche d'activité apportée par MONTUPET SA à sa filiale FRANÇAISE DE ROUES, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2009, se décompose comme suit :

	Valeurs nettes (en K€)
Immobilisations	1 688
Stocks	11 160
Créances clients	12 216
Autres créances	514
Charges constatées d'avance	677
ACTIFS APPORTÉS	26 255
- Avances conditionnées	350
- Dettes financières	119
- Dettes fournisseurs	8 447
- Dettes fiscales et sociales	3 218
- Autres dettes (y compris compte courant)	9 561
- Produits constatés d'avance	42
PASSIFS APPORTÉS	21 737
ACTIF NET APPORTÉ	4 518

TABLEAU DES RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE	2005	2006	2007	2008	2009
a. Capital social	17 489 161	17 440 440	17 440 440	17 440 440	16 389 809
b. Nombre d'action émises	11 506 027	11 473 974	11 473 974	11 473 974	10 782 769
c. Nombre d'obligations converties en actions	0	0	0	0	0
RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS					
a. Chiffre d'affaires HT	289 854 575	316 431 037	334 249 875	288 605 195	159 344 450
b. Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	10 542 084	13 631 696	176 426	(7 984 583)	40 294 090
c. Impôt sur les bénéfices	30 000	687 678	(1 878 909)	(3 664 474)	(3 619 180)
d. Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	(268 327)	(1 423 920)	(15 046 405)	(29 820 588)	32 909 929
e. Montant des bénéfices à distribuer et report à nouveau distribué	3 892 495	2 695 692	1 401 760	0	0
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUITS À UNE SEULE ACTION					
a. Résultat après impôts et participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	0,92	1,13	0,18	0	4,07
b. Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	0	0	0	0	3,05
c. Dividende net par action	0,35	0,25	0,13	0	0
PERSONNEL					
a. Effectif moyen des salariés	1 685	1 596	1 585	1 607	1 289
b. Montant de la masse salariale	40 580 996	40 068 401	43 639 066	44 279 320	33 113 492
c. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	17 067 868	16 297 443	18 059 257	18 947 521	13 830 430

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société MONTUPET SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point 1. « Apport partiel d'actifs à la société FRANÇAISE DE ROUES » de la note « Éléments significatifs de l'exercice » de l'annexe aux comptes annuels où sont exposées les modalités de comptabilisation des frais de personnel relatifs à l'activité « Roues » au titre du 1^{er} semestre 2009, refacturés par MONTUPET SA à sa filiale FRANÇAISE DE ROUES pour un montant de 7.093.055 euros.

2. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de difficultés à appréhender les perspectives économiques. C'est dans cet environnement incertain que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les notes « Éléments significatifs de l'exercice », « 4. Comptes de résultats retraités » et « 5. Éléments bilantiels relatifs à l'apport partiel d'actif » décrivent l'impact de l'apport par MONTUPET SA de sa branche d'activité « Roues » à sa filiale FRANÇAISE DE ROUES. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés que le traitement comptable suivi par votre société est conforme aux principes comptables applicables en France et que l'information communiquée est appropriée.

- Comme indiqué dans la note de l'annexe « 1.1.b. Immobilisations financières », les titres de participation font l'objet de dépréciations si les perspectives de la filiale font apparaître un risque de perte de valeur. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu la méthodologie mise en œuvre par la société et vérifié les valorisations qui en découlent.
- La note de l'annexe « 1.6. Produits d'exploitation » expose les modalités de comptabilisation des produits d'exploitation et de reconnaissance du chiffre d'affaires. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de ce traitement.
- Le point 3. « Actions propres » de la note « Éléments significatifs de l'exercice », ainsi que la note « 2.8. Composition du capital social et variation des capitaux propres » décrivent l'incidence sur les capitaux propres de MONTUPET SA de l'annulation de ses actions propres pour un montant de 9.946.439 euros. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de ce traitement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris et Boulogne, le 14 juin 2010

Les Commissaires aux comptes

Bellot Mullenbach & Associés
Thierry Bellot / Jean-Luc Loir
Membres de la Compagnie Régionale
de Paris

Guilleret & Associés
Marie-José Rochereau
Membres de la Compagnie Régionale
de Versailles

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société MONTUPET SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation.

2. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de difficulté à appréhender les perspectives économiques. C'est dans cet environnement incertain que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note annexe aux comptes consolidés « Activités arrêtées ou à céder » décrit les éléments qui sont présentés :
 - sur les lignes spécifiques du compte de résultat consolidé « Résultat brut des opérations arrêtées ou à céder », « Impôts courants sur opérations arrêtées ou à céder » et « Impôts différés sur opérations arrêtées ou à céder » ;
 - sur les lignes spécifiques du bilan consolidé « Actifs non courants destinés à la vente », « Actifs courants des activités à céder », « Passifs non courants des activités à céder » et « Passifs courants des activités à céder » ;

et dans la colonne « opérations arrêtées ou à céder » du tableau des flux de trésorerie.

Ces actifs et activités font l'objet de précisions dans les notes de l'annexe regroupées sous le titre « C. Notes relatives aux éléments reclassés conformément à IFRS 5 ». Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié que la classification comptable de ces éléments au compte de résultat consolidé, au bilan consolidé, au tableau de flux de trésorerie ainsi que l'information communiquée sont appropriées au regard des normes IAS 1 Présentation des états financiers et IFRS 5 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

- Les notes annexes aux comptes consolidés « 2.2.2. Impôts différés » et « A.1.6. Impôts différés actif » décrivent les modalités de comptabilisation des créances d'impôts différés relatives aux pertes fiscales reportables. Les estimations nécessaires à l'élaboration du plan de consommation prévisionnel des déficits reportables du groupe ont par nature un caractère incertain et ont été réalisées, pour cet exercice, dans un contexte de difficultés particulières d'appréhension des perspectives économiques futures. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le plan de consommation prévisionnel des déficits reportables qui nous a été communiqué ainsi que les hypothèses retenues par la société et nous avons vérifié que les notes précitées donnent une information appropriée.
- La note annexe des comptes consolidés « 2.3.1. Produits des activités ordinaires » précise les modalités de comptabilisation des produits d'exploitation et de reconnaissance du chiffre d'affaires. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de ce traitement comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris et Boulogne, le 14 juin 2010

Les Commissaires aux comptes

Bellot Mullenbach & Associés
Thierry Bellot / Jean-Luc Loir
Membres de la Compagnie Régionale
de Paris

Guilleret & Associés
Marie-José Rochereau
Membres de la Compagnie Régionale
de Versailles

TABLEAU DE PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2009

Origines		
* Report à nouveau antérieur		(35 271 462)
* poste "Autres réserves" antérieur		
* Résultat de l'exercice		32 909 929
Affectations		
* Réserve légale	-	
* poste "autres réserves"		
* Dividendes	-	
Report à nouveau	(2 361 533)	
TOTAUX	(2 361 533)	(2 361 533)